

*AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité ou de soutien.*

---

Marc Ferro  
Des soviets au communisme bureaucratique  
350 pages  
Folio histoire, Gallimard 1980-2017

### *Avant-propos*

---

(point de vue « facile », car anachronique, a posteriori ; vso)

Cette analyse découvrait des pratiques politiques et des changements sociaux qui se trouvèrent, après coup, définir les formes d'un régime qui se perpétua jusqu'à la perestroïka. La toute première pratique apparut le jour même de la création du Soviet de Petrograd, le 27 février 1917. De fut la colonisation du comité exécutif provisoire de ce Soviet, créé spontanément dans l'élan des manifestations de ces journées, par les représentants des grandes organisations ouvrières, ceux-ci ayant été désignés par leur Bureau. Leur légitimité fut reconnue par l'assemblée du Soviet pour autant qu'ils étaient « représentatifs » alors que les membres de l'assemblée avaient été élus on ne sait trop comment. Ainsi disparut du Soviet une partie de ceux qui l'avaient instauré, tel le sans-parti Solokov. Cette pratique s'institutionnalisera à l'avantage des partis politiques et autres organisations qui existaient avant Février.

Le deuxième phénomène qui se manifeste dès le printemps 1917 fut l'apparition d'institutions autonomes qui ne devaient rien aux partis politiques ni aux syndicats, pas plus d'ailleurs qu'au Soviet de Petrograd. Les premiers comités d'usine surgissent pour satisfaire des revendications que les syndicats n'avaient pas su honorer. Bientôt pour se renforcer, ils se fédèrent et forment un Soviet des comités d'usine ; puis leur Bureau est noyauté par des délégués bolcheviks avant d'être bureaucratisé. Les comités de quartier se constituèrent également spontanément, d'eux-mêmes ; ils furent encouragés par le Soviet de Petrograd pour autant qu'ils se proposaient d'assurer la sécurité des nouveaux dirigeants au cas où une réaction militaire les mettrait en danger. Ils servirent aussi de relais au nouveau pouvoir pour aider au logement des sans-abri, au ravitaillement toujours déficient, etc. Bref, ils jouèrent le rôle d'un pouvoir local, mais sans en être mandatés. De peur d'une réaction, eux aussi se fédèrent et constituèrent un Soviet des comités de quartier, bientôt rival du Soviet de Petrograd, au moins tant que celui-ci pratiqua avec la bourgeoisie une politique dite de « conciliation ».

Quand un apparatchik, ancien paysan, Kalinine, devint premier président des Soviets, on put avoir le sentiment que le peuple se gouvernait lui-même. Cette plébéinisation ne cesse

de se renforcer jusqu'aux années 1950. Cependant, la deuxième génération, puis la troisième, héritières d'une active politique éducative, nourrirent dans les soviets l'émergence de dirigeants instruits – ingénieurs, techniciens, enseignants, etc. – qui ne demeurèrent bolcheviks que par leurs fonctions, et mirent bientôt en cause le dogme et la loi du régime.

Vu le mécontentement croissant, la bolchevisation se fit ainsi, d'abord de façon démocratique, par la radicalisation des masses. Puis, elle s'élargit par contagion, ou ralliement de petites formations non bolcheviques – gauche des socialistes révolutionnaires, anarchistes, par exemple -. Puis, par la colonisation d'autres institutions, voire par la manipulation des sympathisants, ainsi qu'en donnent l'exemple les créations du Comité révolutionnaire provisoire de Petrograd (PVRK) en octobre 1917 ou du Komintern (la IIIe Internationale) en mars 1919. Cette bolchevisation s'opéra enfin par la voie autoritaire... C'est cette dernière qui a pris le pas sur les autres avec l'interdiction, les uns après les autres, de tous les partis politiques – bourgeois ou socialistes – et de leurs organes d'expression.

La dictature de la pensée unique est déjà en place à la mort de Lénine, avec la création d'une police politique, la Tchéka, pour en assurer le bon fonctionnement. Un changement d'échelle s'opéra sous Staline, la pensée unique doit désormais régner au sein *même du parti*.

Janvier 2017

## Introduction

---

En finir avec trois légendes

Dans l'esprit de la collection « Archives », ce livre est constitué, pour l'essentiel, de documents. (...) Réunis pour analyser une transformation, ces textes, ainsi confrontés, mettent fin à plusieurs légendes.

1. La plus ancienne d'abord, qui veut dater de l'époque de Staline, pas d'avant, la subversion de l'idéal socialiste et révolutionnaire dans la Russie des Soviets. Ces textes attestent que les pratiques qui définissent cette subversion datent de l'époque de Lénine et de Trotsky ; pour la plupart, elles sont même antérieures aux débuts de la guerre civile et de l'intervention étrangère, de sorte que la « terreur » ne saurait seulement s'expliquer par les « nécessités du moment ».

2. Une seconde légende associe l'existence du totalitarisme bureaucratique de type soviétique au léninisme, au parti communiste, à eux seuls. (...) Raisonner ainsi, c'est admettre qu'un parti politique et ses militants peuvent exercer une sorte de monopole dans le mouvement de la société, comme si l'Histoire ne pouvait pas sécréter des conflits dont la nature et l'origine échappent à l'analyse, à l'action des communistes.

3. La troisième légende, avant d'être démentie, nécessite qu'on s'interroge sur les rapports d'une société avec les institutions qu'elle a secrétées, sur son identification avec elles, ou, au contraire, sur son désir de les transformer.

Il existe plusieurs systèmes de conflits que les documents qui sont présentés ici ont permis de retrouver. Ils prouvent que la genèse de la société soviétique fut un affrontement entre organisations de type différent (syndicats contre comités d'usine, partis politiques contre syndicats, institutions de démocratie directe contre institutions représentatives, etc.) autant qu'un affrontement entre partis politiques ayant une idéologie différente.

Cette procédure, on le verra, éclaire singulièrement la genèse et le comportement de la société soviétique ; elle permet de comprendre comment une même société peut sécréter à la

fois démocratie et totalitarisme ; comment cohabitent, chez les mêmes citoyens souvent, le consensus et la contestation, comment chaque citoyen est à la fois oppresseur et opprimé.

## *Chapitre premier*

---

### Le pouvoir révolutionnaire

Pour éviter toute confusion, tout amalgame, il faut de prime abord rappeler que, dans la réalité, la République des Soviets, le Pouvoir des Soviets englobait une constellation de soviets, et non pas seulement les soviets de députés. Certains de ces organisations s'appelaient également soviets, tel le soviet des comités d'usine ou de fabrique, le soviet du contrôle ouvrier, le soviet de la milice, etc. ; d'autres institutions pouvaient porter d'autres noms tels les syndicats, les comités de quartier, etc. ; l'ensemble formait, avec les partis, avant de disparaître ou d'être réduit à l'état de vestiges, la République des Soviets. [À la confusion, fréquente, entre soviets des députés ouvriers, comités d'usine et soviets des comités d'usine, se surajoute souvent une autre confusion dès que l'on compare les uns ou les autres aux Räte allemands et aux conseils italiens.]

Les travailleurs, pour leur part, s'étaient organisés selon leurs propres dispositifs. leur premier mode d'organisation avait été le comité de grève : des caisses destinées à constituer un fonds de soutien. À l'origine, ils se propagèrent surtout chez les ouvriers juifs et leurs noyaux servirent de base d'abord au futur Bund, parti ouvrier SD, puis aux syndicats russes. Les mutuelles furent la deuxième forme d'organisation ouvrière : légales, elles constituèrent un des éléments du mouvement coopératif, qui n'était pas propre à la classe ouvrière. Les comités d'anciens, ou starostes, délégués ouvriers dans l'usine, constituèrent une autre structure organisationnelle, mais associée à une initiative du patron qui, en cas de difficultés, faisait élire des délégués : ils étaient souvent licenciés après usage.

Le premier soviet institué, celui de 1905, avait été élu d'une assemblée générale des ouvriers d'une ville ouvrière, Ivanovo. Ce parlement ouvrier déclara qu'il limiterait son action à des objectifs économiques ; il déclara également qu'il entendait diriger le mouvement et s'institua en quelque sorte en pouvoir ouvrier. Celui de Saint-Pétersbourg, en revanche, eut également des objectifs politiques ; il devint ainsi à la fois un comité de grève et une sorte de parlement politique. Il comprenait 226 membres représentant 96 fabriques et 5 syndicats. Y furent adjoints trois élus de chacun des partis socialistes : SR, mencheviks, bolcheviks. Ce soviet s'était appelé Soviet des députés ouvriers, un nom qui fut repris en 1917. Il constituait, au fond, la première greffe d'une organisation sur une autre : celle des partis sur les groupes proprement ouvriers.

Après 1906, alors que les groupes ouvriers ne parvenaient pas à reprendre de la vigueur, les partis renforcèrent leur organisation, surtout les social-démocrates. En 1917, les syndicats étaient moribonds sous le double coup que leur avaient porté, d'un côté l'aristocratie, de l'autre les social-démocrates, plus encore Lénine et les bolcheviks. (...) Ce qui restait de l'organisation syndicale était entièrement politisé : mencheviks et bolcheviks se disputaient le contrôle de l'organisation. Ces partis, et notamment les bolcheviks, voyaient d'un mauvais œil le développement d'une autre organisation concurrente, le mouvement coopératif, particulièrement vigoureux à cette date, et considéré comme la troisième forme du mouvement ouvrier.

À peine le mécontentement né de la défaite et de la pénurie explose-t-il à Petrograd, du 23 au 27 février 1917, que, suivant l'exemple de 1905, des militants appartenant à différentes organisations décident de fonder l'institution qui symbolisait la résistance au pouvoir établi : un Soviet des députés « ouvriers. (...) Dans (le) vide, la Russie devenait incontinent une République de Soviets, de comités, que les forces centralisatrices, gouvernement, partis politiques ou syndicats, allaient essayer de contrôler, de reprendre en main. Une épreuve qui commence en février et ne s'achève que bien après octobre.

Le succès de la révolution de février s'identifie à la naissance du Soviet de Petrograd, à l'accord qu'il conclut avec la Douma pour la formation d'un gouvernement provisoire. Ainsi apparut en Russie ce qu'on a appelé le double pouvoir : c'est-à-dire un système où le gouvernement n'existait et n'avait d'autorité que pour autant qu'il tenait sa légitimité de ce Soviet.

Mais la mise en place de ce double pouvoir s'accompagna d'autres innovations : subalternes à l'origine, celles-ci modifièrent ce cadre profondément. (...) Ces instances se dénommèrent souvent elles-mêmes soviets bien que leur statut et leurs fonctions aient différé du Soviet de Petrograd, ou des soviets de députés qui se formèrent dans la plupart des villes de Russie. Ces autres comités, ou soviets, s'organisèrent de façon indépendante, quelquefois avec la caution des soviets de députés, le plus souvent sans leur aval. Dans le monde ouvrier, dans les villes, les plus importants furent le soviet des comités d'usine, émanation des comités d'usine, et le soviet des comités de quartier, émanation des comités de quartier. D'autres instances de pouvoir apparurent, notamment les différentes gardes, civiles, urbaines ou ouvrières, ainsi que des instances qui correspondaient à des projets différents : par exemple, les institutions de caractère national, qui, telle la Rada de Kiev, coexistèrent avec les soviets ; également les institutions sociales qui se créèrent pour défendre les droits des femmes, des jeunes, etc. (...) Ces institutions apparurent comme l'expression du pouvoir populaire, parallèlement aux partis politiques, et aux autres institutions sociales qui préexistaient à février, tels les syndicats et le mouvement coopératif.

Sans relation avec les faubourgs ouvriers, Zenzinov ignore que des noyaux organisationnels avaient bien été à l'origine des journées de Février, même si les événements avaient fini par les dépasser. Il y avait d'abord le groupe des organisateurs de la journée de l'Ouvrière, le 23 février ; également les groupes bolcheviks et les comités d'usine qui avaient institué un Bureau d'information le 25 pour envisager la création d'un Soviet de députés ouvriers du type de celui qui fonctionnait en 1905. Sans doute le tourbillon insurrectionnel avait-il largement débordé ces groupuscules et, au soir de la fusillade par l'armée, le 26 février, les faubourgs étaient-ils découragés. Ils ignoraient à la fois l'humeur des quartiers non ouvriers, dont Kerenski et Zenzinov sentaient bien les aspirations révolutionnaires, et celle des soldats qui se retournèrent contre leurs officiers cette nuit-là précisément, pour avoir été contraints à tirer sur le peuple.

Parce ce qu'il dit et par ce qu'il ignore, Zenzinov révèle ainsi le premier clivage qui s'instaure, avant même la création du Soviet, entre les élus des organisations légales et les représentants des organisations illégales. Ceux-ci prétendent être les seuls à s'identifier au prolétariat : parmi eux, il y a un représentant de la gauche des SR, un unitaire social-démocrate, en accord avec les bolcheviks. Précisément, ce sont les tendances qui se rallieront à l'insurrection d'Octobre. En février, ces militants veulent « calmer les ouvriers », évidemment parce que, peu nombreux eux-mêmes, ils ne contrôlent qu'une faible partie du mouvement et qu'en outre les ouvriers ne constituent qu'une fraction de la totalité des

manifestants. La disproportion s'accroît le lendemain, quand toute la troupe passa du côté des manifestants : au parti bolchevik, il n'y avait pas un seul militant qui ait eu le moindre contact dans une caserne.

Le témoignage de Mstislavski, de la gauche des SR, complète ces traits. Il porte sur la formation du Soviet et recoupe celui de Soukhanov :

Ce jour-là, 27 février 1917, le Soviet des députés ouvriers se constitua et cela se passa avec une facilité amusante. J'eus l'occasion d'en être non seulement le témoin mais un participant ? Tout cela se passa de façon quelque peu arbitraire. (...) Soukhanov assure que des élections au Soviet avaient déjà eu lieu dans des usines depuis quelques jours. Peut-être. Je n'ai pas souvenir de quelque chose à ce propos, mais je n'en jurerai pas. De toute façon, la naissance effective du Soviet au Palais de Tauride fut le résultat d'une « initiative révolutionnaire »... (...) Quoi qu'il en soit, le fait est que cet après-midi-là, 30 à 40 personnes se réunirent dans la salle n°12, aucune n'étant déléguée de quoi que ce soit, et qu'elles décidèrent de prendre l'initiative de former un « Comité exécutif provisoire du Soviet des députés ouvriers ». Parmi ceux qui étaient présents, je me rappelle N.D. Sokolov, N.S. Tcheikheidze. M.I. Skobelev, N.N. Soukhanov, Gvozdev, Erlich, Bogdanov, Alexandrovitch, Grinevich... (...) Ce « Comité exécutif provisoire du Soviet des députés ouvriers » lança un appel qui fut diffusé immédiatement sans discussions : CITOYENS : Les représentants des ouvriers, soldats et habitants de Petrograd, réunis à la Douma d'État, annoncent que la première session de leurs représentants aura lieu à 7 heures, ce soir, à la Douma. Toutes les troupes qui ont rejoint le peuple doivent immédiatement élire leurs représentants, un élu par compagnie. Les ouvriers doivent élire un député ouvrier, pour mille ouvriers. Les usines de moins de mille ouvriers doivent élire un ouvrier chacune.

Le fait étonnant est que dès 7 heures les délégués avaient été élus par les usines lors de brief meetings tenus sur le tas. Quelques-uns avaient un mandat en règle, griffonné à la hâte, mais la plupart avaient un mandat « verbal ». La session ne fut ouverte que vers 22 heures. N.D. Sokolov présidait la première séance. Deux cent cinquante personnes environ y participaient lorsque différentes délégations arrivèrent (...).

Les premières tâches accomplies furent purement organisationnelles. Il fut décidé d'élire huit membres à un Comité exécutif : Tchekheidze, Kerenski, Skobelev, Steklov, Soukhanov, Chliapnikov, Alexandrovitch et Kapelinski furent élus. Furent élus au præsidium du Soviet, sans discussion, Tchekheidze, président, Kerenski et Skobelev, vice-présidents. En outre, il fut décidé de faire entrer dans le Comité exécutif deux représentants de chaque parti socialiste : ils arrivèrent le 28. Ce furent, pour les mencheviks, Baturski et Bogdanov ; pour les bolcheviks, Chliapnikov et Molotov (Chliapnikov fut bientôt remplacé par Staline, qui arriva le 12 de Sibérie) ; Rusanov et Zenzinov pour les SR ; Erlich et Rafes pour le Bund (Lieber remplaça Rafes au bout de quelques jours) ; Bramson et Tchaicovski (plus tard remplacé par Stankevitch) pour les trudoviks ; Pshehonov et Tchehrnolusski pour les socialistes-populistes ; Yurenev pour les inter-raions ; Stuchka et Kozlowski pour les SD lettons. Ultérieurement, avec l'arrivée de nouveaux délégués de l'étranger et l'inclusion de représentants des soldats, la composition du comité se modifia.

(Un) compte-rendu fut bientôt accompagné d'un Appel qui était le premier manifeste de la révolution russe : (...) Le Soviet a nommé des Commissaires pour établir l'autorité populaire dans les quartiers de la capitale. Nous invitons la population tout entière à se rallier immédiatement au Soviet, à organiser des comités locaux dans les quartiers et à prendre en mains la conduite des affaires locales. Tous ensemble, avec nos forces unies, nous vaincrons

pour balayer complètement le vieux gouvernement et pour réunir une assemblée constituante sur la base du suffrage universel, égal, secret, et direct. Le Soviet des députés ouvriers.

Qu'observe-t-on ? Seuls les députés de la Douma figurent à la présidence et à la vice-présidence du Soviet alors que, sauf Kerenski, ils n'ont pas nécessairement joué les premiers rôles. En outre, tous les membres qui ont constitué le comité provisoire sont candidats au Bureau et élus par l'assemblée générale. Ainsi, celle-ci avalise purement et simplement le Comité exécutif provisoire qui s'était constitué lui-même. Aucun nouvel élu n'émane d'une élection de l'assemblée, sinon huit soldats dont les noms ne figurent nulle part et dont on ne conservera plus trace.

Elle ne mit pas en cause le fait que le choix de ces représentants lui échappait, qu'elle le déléguaux partis et à leurs Bureaux. Elle ne critiqua pas non plus le fait que les Bureaux des partis puissent substituer aux « lus » du 27 février d'autres « élus », représentants patentés des organisations. Ainsi, les Bureaux des partis, syndicats, etc., se substituaient à l'assemblée comme instance de décision, de pouvoir réel. L'assemblée n'accomplissait que des gestes parodiques. Ses élus eux-mêmes perdaient leur légitimité bien qu'ils aient été les véritables animateurs du mouvement, qu'ils aient accompli l'acte révolutionnaire, ou qu'ils en aient été à l'origine. Le cas de l'avocat Sokolov est révélateur : son nom se retrouve à tous les stades du processus révolutionnaire, à tous les stades de la formation du Soviet ; il est présent à tous les périls, participe à toutes les décisions ; il siège au præsidium inaugural du 27 au soir, fait automatiquement partie du Bureau. Pourtant, sans parti et sans identité politique précise, il est peu à peu éliminé comme « non représentatif » et disparaît des instances.

La représentativité s'identifie à l'appartenance à l'organisation, non pas à l'élection qui n'existe que pour la façade. Rien ne montre pourtant que ces démocrates aient eu conscience de violenter le fonctionnement démocratique, de le parodier. Aucune protestation ni discussion ne ternit l'atmosphère unanime, sinon sur le nombre de représentants à admettre, sur le choix des organisations définies comme « représentatives ». (...) De la sorte, chaque tendance, chaque sous-tendance de la social-démocratie ou des SR eut droit à deux élus au Bureau, même si elle ne correspondait qu'à une poignée de militants. Inversement, les milliers de soldats ou d'ouvriers qui avaient réellement accompli Février disparurent pour toujours de la scène. Désormais, des « représentants » parlaient en leur nom.

Le Soviet devint ainsi un contrepouvoir qui avalisait la légitimité du gouvernement provisoire pour autant que celui-ci respecterait et appliquerait un programme démocratique : réunion d'une assemblée constituante, égalité des droits politiques des citoyens, etc. En appelant de son côté les citoyens de toute la Russie à constituer des soviets, le Soviet de Petrograd apparaissait comme l'organe de classe des ouvriers et des soldats, face au gouvernement qui représentait ainsi la bourgeoisie, les possédants. Organe de l'opposition démocratique, censeur des actes du gouvernement, le Soviet disposait dès lors d'une incontestable autorité. Mais il ne prétendait pas au pouvoir ni même à son exercice hors des actes délimités et bien définis de ses commissaires : assurer la défense et la sécurité des quartiers. Pourtant, ses appels étaient des actes, comme en témoigne la création instantanée de soviets, de comités d'usine, de syndicats, aussitôt connus par le télégraphe (...).

L'organisation du Soviet de Petrograd se retrouve, avec des variantes, dans la plupart des villes où un Soviet de députés s'est constitué. Toutefois, la colonisation des bureaux par les partis et par les autres organisations y est moins nette qu'à Petrograd, sans doute parce

qu'il n'y avait pas nécessairement de groupe initiateur et que le soviet s'y montre, plus que dans la capitale, l'expression de ses assemblées générales. Importante, la part relative des élus-nommés est moindre qu'à Petrograd.

À Petrograd, le soviet s'était dénommé Soviet des députés ouvriers. Puis, sur proposition bolchevik, les soldats y participèrent et le soviet s'appela Soviet des députés ouvriers et soldats. Il en va ainsi à Arkhangelsk, Bakou, Ekaterinbourg, Minsk, etc., tandis qu'à Viatka, Nikolaev, le soviet demeure un Soviet de députés ouvriers. À Voronej, les délégués de paysannerie se joignent aux députés ouvriers et soldats. Revel offre l'exemple unique d'un soviet où sont représentées toutes les catégories sociales, bourgeois compris.

Norme représentative : elle varie d'un soviet à l'autre. En ce qui concerne les ouvriers, elle est l'objet de conflits entre socialistes : les grandes usines étant supposées plus bolcheviks, les militants calculent la norme la plus favorable à leur tendance. À Saratov, une entreprise de cinquante ouvriers a droit à un élu : il suffit de 10 à Riazan, mais il en faut 100 à Grozny comme à Toula. À Nijni-Novgorod, la moitié de la population ouvrière de la ville n'est pas représentée.

La représentation relative des soldats est également l'objet de discussions, mais d'un autre ordre. Dans les villes de garnison, leur nombre risque de fausser la « démocratie » car ils submergent les ouvriers, ou plutôt leurs représentants. Les élus des soldats sont considérés comme a-politiques et comme virtuellement socialistes-révolutionnaires ; les « démocrates » cherchent alors à réduire leur représentation. Dans la région de Moscou, par exemple, on ne compte que 234 militaires, officiers ou soldats, sur 4743 élus aux Soviets de députés. Là comme ailleurs, les soldats font alors sécession et constituent 35 soviets à eux. Situation qui se retrouve chaque fois que la norme qui fixe leur représentation ne les satisfait pas. Aussi, pour éviter cette situation conflictuelle, arrive-t-il que l'on adopte, parfois, une norme unique : à Minsk, par exemple, où tout « collectif » de 50 à 150 membres, soldats ou ouvriers, a droit à un représentant.

Saratov, mars 1917. Voici, en premier lieu, l'acte de naissance du Soviet, daté du 5 mars 1917 :

Il y a cinq jours que le Soviet des députés ouvriers et soldats s'est organisé ici. Mais il semble que plusieurs années se soient écoulées. Tout a changé. Les masses se sont organisées dans un élan de spontanéité remarquable. Un travail fébrile règne partout. Les derniers vestiges de ce passé à la fois récent et lointain s'écroulent. On édifie et on construit une nouvelle vie, un nouvel ordre. (...) Le Soviet des députés ouvriers s'est organisé en 24 heures. À la première réunion, il y avait déjà des représentants de 49 entreprises, soit 88 personnes. À l'heure actuelle, on peut dire que toutes les entreprises de Saratov sont représentées au Soviet – 213 représentants de 79 entreprises. L'influence du Soviet ne cesse d'augmenter. L'appel adressé aux soldats leur proposant d'envoyer des représentants au Soviet a été chaudement accueilli par tous les régiments. Le Soviet compte aujourd'hui 44 représentants de soldats. Le Comité militaire a envoyé ses représentants au Comité exécutif du Soviet ainsi qu'au Soviet.

Le Comité exécutif a élaboré un projet, adopté au Soviet des députés ouvriers, et déposé ensuite au Comité exécutif municipal qui l'a adopté. Selon le projet, la ville est divisée en différents quartiers. Les habitants de chaque quartier élisent des comités de quartier, chargés des problèmes de ravitaillement ; les comités de quartier élisent des bureaux. À la tête de toutes les organisations, il y a un comité urbain, qui comprend des représentants du

Soviet des députés ouvriers, des comités d'usine et fabrique, et des organisations de quartier. Le projet entre en vigueur à partir de ce jour. Le Soviet organise également les ouvriers par profession. Enfin, le Soviet des députés ouvriers a décidé de commencer sans tarder à réorganiser l'administration autonome locale sur la base du suffrage universel et du vote direct et secret.

Double pouvoir, double milice. En février, les ouvriers n'avaient pas d'armes, seulement « quelques revolvers ». La tradition social-démocrate s'était toujours opposée à la violence, à la terreur des armes : face aux populistes, face aux anarchistes. Les premiers travailleurs qui se trouvèrent ainsi en possession d'armes furent ceux des manifestants qui occupèrent l'Arsenal. Ensuite, des milliers de travailleurs répondirent à l'appel du Soviet de Petrograd, qui invitait les ouvriers à constituer des milices pour la défense de la révolution. Celles-ci s'organisèrent à partir des usines car les ouvriers continuaient à y recevoir leur salaire. Les volontaires étaient le plus souvent élus par leurs camarades ; quelquefois, ils furent tirés au sort. De cette façon, il y eut rapidement plus de miliciens qu'il n'y avait d'armes pour les équiper. Dans le quartier de Peterhof, par exemple, 4000 miliciens disposaient de 200 fusils et 150 revolvers.

On donne ici le premier texte connu sur l'organisation d'une milice : il émane de l'usine de câbles de Petrograd, à la date du 1<sup>er</sup> mai.

Un des membres du comité d'usine fait un rapport pour dire qu'il appartient maintenant au peuple d'assurer la garde et la sécurité des lieux, du pays. Dans le secteur de Gavan, il s'est formé un comité provisoire pour le maintien de l'ordre où entrent des marins du 2<sup>e</sup> équipage de la flotte ; ils ont été élus par leurs camarades. Ici doivent entrer des membres élus par les comités d'usine. Dans chaque usine il faut élire 100 hommes pour 1000 ouvriers, ils y constitueront la milice populaire. (...) Le comité décide de s'adresser à l'administration de l'usine pour lui proposer de payer, au taux du salaire moyen, les ouvriers qui feront partie de la milice. Le comité décide d'assurer la garde des armes dans l'infirmerie. Provisoirement, sont élus au comité pour les liaisons avec le quartier, Jakovlev, Sergeev, Mutev. Le comité décide fixer à 18 ans l'âge à partir duquel on peut entrer dans la milice et octroie aux femmes le droit d'entrer dans la milice populaire.

Les comités de quartier naquirent sur un appel du Soviet de Petrograd. Le 28 février, il invitait la population à constituer des comités et à « prendre en charge les affaires locales ». Par là, on n'entendait pas seulement les affaires de ravitaillement, si dramatiques à cette date, ni les affaires de sécurité, la police ayant disparu avec la chute du gouvernement, mais bien une prise en charge politique qui pouvait aller jusqu'à l'organisation de comités et soviets d'ouvriers et soldats. Leur fonction était de regrouper, sans distinction de classe, tous ceux qui, dans leur quartier, étaient prêts à défendre la révolution aux côtés du Soviet de Petrograd. En moins de deux semaines, une dizaine de quartiers de la capitale avaient organisé leur comité, dix-sept le 1<sup>er</sup> juin. En octobre, les deux tiers environ des quartiers de la capitale s'étaient constitué un comité : il en alla de même dans plusieurs grandes villes.

Le mouvement spontané qui avait abouti à la formation des soviets avait pris les partis socialistes de court. Pourtant, en un tournemain, ils se saisirent du Bureau du Soviet de Petrograd et, dans toute la Russie, ils instituèrent un modèle représentatif qui leur assurait l'hégémonie sur les soviets, les élus du Bureau se définissant désormais par leur appartenance politique, et par elle seule. Comme il en allait de même des syndicats, que la force armée révolutionnaire et les comités de quartier apparaissaient comme des forces d'appoint faciles à

dissoudre, les partis contrôlaient ou croyaient contrôler une sorte de contre-État, et avec lui la société.

Les rivalités entre partis, notamment les bolcheviks, les mencheviks, les SR apparaissaient comme le front principal des luttes entre révolutionnaires. En vérité d'autres conflits existaient. La vulgate les cache, ce qui est normal puisqu'elle émane des partis et que ces conflits portent précisément sur la vocation ou le droit des partis à diriger la vie politique, à contrôler les autres formes du mouvement ouvrier. Ce débat, qui était très vif en Grande-Bretagne et en France, existait aussi en Russie, mais à l'inverse de ces pays, les partis y bénéficiaient d'une avance certaine.

Dès le début de la révolution, cette subordination des autres institutions ouvrières aux partis politiques n'en fut pas moins mise en cause. D'une certaine façon, la formation d'un soviet de députés ouvriers manifestait l'existence d'un conflit, car cette initiative donnait naissance à une instance de pouvoir qui n'était pas spécialement associée à l'une ou l'autre des organisations de la classe ouvrière. Effectivement, furent élus au Comité exécutif, aussi bien des représentants appartenant à des partis que des membres du mouvement coopératif, des syndicats, voire des représentants d'une usine sans identité politique ou institutionnelle particulière. C'était le contraire du projet bolchevik. En témoigne son Appel du 27 février, rédigé avant la formation du Soviet :

La tâche de la classe ouvrière et de l'armée révolutionnaire est de créer un gouvernement révolutionnaire provisoire, qui devra se mettre à la tête du régime nouveau, du régime républicain naissant. Le gouvernement révolutionnaire provisoire doit se charger d'établir des lois provisoires qui défendraient tous les droits et libertés du peuple, de confisquer les terres conventuelles, domaniales et des apanages, pour les transmettre au peuple, d'instituer la journée de travail de 8 heures, et de convoquer l'assemblée constituante sur la base du suffrage universel, direct, égal, avec le régime du scrutin secret.

La tâche urgente, immédiate, du gouvernement révolutionnaire provisoire est d'entrer en relation avec le prolétariat des pays belligérants en vue d'une lutte révolutionnaire des peuples de tous les pays contre leurs oppresseurs et asservisseurs, contre les gouvernements tsaristes et les cliques capitalistes, et en vue de la cessation immédiate de la sanglante boucherie imposée aux peuples asservis.

Les ouvriers des fabriques et des usines, ainsi que les troupes soulevées, doivent choisir sans délai leurs représentants au gouvernement révolutionnaire provisoire, qui doit être constitué sous la garde du peuple révolutionnaire soulevé et de l'armée.

Comme on le voit, dans cet Appel, il n'est pas question de créer un Soviet mais d'instituer un gouvernement (...) ; c'était instituer une forme de régime représentatif centralisé au bénéfice des seules organisations pan-russes, c'est-à-dire des partis.

Il était d'autres bolcheviks qui adoptèrent une attitude d'hostilité encore plus absolue vis-à-vis du Soviet, envisageant même d'organiser une manifestation contre lui, contre cet accord conclu avec la Douma. (...) Un mois avant le retour de Lénine, dès le 3 mars, ils demandaient tout le pouvoir aux soviets. Avec le retour de Sibérie de Kamenev et Staline, puis avec celui de Lénine, l'attitude du parti bolchevik envers les soviets se précisa : les premiers consolidèrent la politique d'intégration des bolcheviks dans le Soviet, entendant y jouer le rôle d'une minorité d'opposition qui deviendrait un jour majorité ; le second apportait son renfort aux partisans du passage de tout le pouvoir aux soviets, et faisait triompher la

politique de rupture d'avec la majorité du Soviet, favorable à un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie.

À cette date, tout en divergeant sur les objectifs et sur la stratégie, les partis socialistes étaient ainsi d'accord, sans le dire, pour considérer le Soviet des députés comme le parlement du prolétariat. À ce parlement de définir la nature de son pouvoir. Pour chaque parti, l'objectif consistait à gagner la majorité au sein de ces soviets. Cependant, déjà dans quelques localités, par exemple à Kronstadt et dans celles où les bolcheviks étaient majoritaires, le Soviet des députés joue le rôle d'un pouvoir autonome, pas seulement d'un parlement ou d'un contre-pouvoir.

Le deuxième conflit qui apparut en février portait sur le type de rapports qui devait s'établir entre syndicats, partis et soviets. L'apparition des soviets ressuscitait une vieille querelle. Le syndicat devait-il s'aligner sur la décision du Soviet ou sur celle des partis ? Il n'y avait encore que peu de syndicats organisés à cette date, et on y retrouvait ceux qui préconisaient le soutien inconditionnel de la politique défendue par le Soviet de Petrograd, et ceux qui adoptaient une attitude plus radicale. À Moscou, ceux-ci l'emportèrent : ils reconnurent la subordination du syndicat au Soviet pour autant que celui-ci pratiquait une politique « internationaliste ».

De toute façon, les syndicats étaient très politisés, les deux tendances de la social-démocratie s'y livrant une lutte acharnée pour l'hégémonie. En février, la majorité votait avec les mencheviks, soutenant par conséquent leur politique. Cela n'empêchait pas tous les syndicats d'affirmer hautement leur « indépendance » vis-à-vis des différents partis socialistes. Le deuxième texte du Soviet de Moscou témoigne, comme le précédent, du caractère ambigu de cette indépendance. On y retrouve l'expression *bes-partii* (sans parti), très vivante dans le monde politique russe où des militants peuvent être considérés comme tels, soit parce qu'ils se considèrent seulement comme syndicalistes, ne voulant rien être d'autre ; soit parce que, militants politiques, ils entendent demeurer, tout politiques qu'ils soient, indépendants des partis (ainsi, au Soviet de Petrograd, Sokolov, Steklov, etc.).

Le mouvement coopératif résistait à la politisation ; les syndicats étaient au contraire profondément déchirés par les options partisans jusqu'à en perdre leur identité. Pour leur part, les Soviets subissaient désormais la loi des partis socialistes et ils en étaient de plus en plus la représentation (*mais avec des gens nouveaux !!! vso*). On rappelle ici le rapport des forces et les moyens d'action de chacun d'entre eux à l'apogée des luttes pour la conquête démocratique des Soviets (cf page 84).

Lorsque se réunit, en juin, le 1<sup>er</sup> Congrès pan-russe des Soviets, les partis politiques avaient réussi à éliminer de leur représentation les syndicats et le mouvement coopératif, qui avaient pourtant participé à la formation du Soviet de Petrograd, et qui y avaient, chacun deux membres au Bureau. (...) Électoralement, le double pouvoir était consacré. Les bolcheviks apparaissaient comme les vaincus de la compétition électorale. Mais, précisément, la leçon de la révolution russe fut que, dans certaines circonstances et pour la conquête du pouvoir, l'organisation et le nombre de militants importaient plus que le nombre des électeurs (*mais non, leur influence va monter, vso*). Elle enseigne aussi qu'il était d'autres formes de pouvoir que celles de la représentation.

## Les pouvoirs autonomes

### 1. Pouvoir révolutionnaire ou pouvoir des révolutionnaires ?

Par une contradiction qui n'est guère relevée, les partis, socialistes ou communistes, s'exprimaient tantôt au nom de la classe à laquelle ils s'identifiaient, tantôt au nom de la société tout entière. Ainsi, en février 1917, instituant une sorte d'embryon d'État « prolétarien » face au gouvernement provisoire qualifié de « bourgeois » et face aux institutions d'ancien régime, moribondes, ils mirent sur pied les soviets de députés ouvriers qui avaient une fonction politique, définirent la fonction respective des syndicats de travailleurs, des milices ouvrières et des comités de quartier. Les premiers exerceraient une action politique, les seconds, une action économique, les derniers avaient une fonction de défense. Concurrents, les partis socialistes eux-mêmes s'attribuaient, chacun pour soi, le rôle de guide, d'avant-garde.

La contradiction apparut subitement, brutale, lorsque toutes ces institutions furent remplies non pas d'ouvriers mais de soldats, qualifiés par la vulgate de « paysans en armes », et qui étaient majoritaires dans les soviets ouvriers. Aussitôt, les dirigeants des partis dédoublèrent les soviets en deux sections, leur Bureau gardant ainsi le contrôle sur l'une et sur l'autre, et manipulant la représentation de sorte que celle des ouvriers soit supérieure à celle des soldats. En province, les soviets purent même être divisés en trois sections. (On reviendra plus loin sur le caractère antidémocratique de cette manipulation, effectuée, indiquons-le déjà, par *tous* les partis au comité exécutif du Soviet de Petrograd).

Une autre contradiction apparut, mais sous une forme différente cette fois, lorsque se multiplièrent les délégations de citoyens qui ne se disaient ni soldats ni ouvriers (même s'ils l'étaient) mais Polonais ou Musulmans, et rien d'autre ; ou bien encore lorsque les femmes réclamèrent l'égalité des droits, de tous les droits et pas seulement l'égalité des salaires que les partis leur « attribuaient ». Les uns et les autres fondèrent incontinent des organisations, qui ne reconnaissaient pas d'autre source de Droit et de légitimité qu'elles-mêmes. (De leur côté, les paysans considéraient que leurs assemblées de village, ultérieurement dénommées soviets, étaient la source même de la légitimité et que les institutions pan-russes (Congrès des Soviets, assemblée constituante, etc.) avaient pour fonction de légaliser leurs décisions, pas de les contester, et encore moins d'être la source du Droit.

Dans les soviets de députés, on cherche vainement la trace d'ouvriers parlant au nom d'ouvriers, de paysans parlant au nom de paysans. À la différence des Soviets de 1905, ceux de 1917 sont *entièrement* contrôlés par des bourgeois, des petits-bourgeois. Chez les bolcheviks, par exemple, Chliapnikov, ancien ouvrier, est la seule exception, *aucun* ouvrier ou paysan ne prend la parole au Congrès des Soviets en juin, les rares élus ouvriers ou autres étant rapidement éliminés des instances dirigeantes des soviets de députés. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder une photographie : au Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd, la redingote et la cravate occupent intégralement les places d'honneur, c'est-à-dire tous les premiers rangs. La cravate l'emporte également chez les membres du Comité bolchevik de Pétersbourg. Mencheviks, SR, bolcheviks, pas de différences. En passant, on note ainsi que la nature de l'organisation, démocratique ou non, influa peu à ce stade sur la structure sociale du pouvoir (*bravo, vso*).

On observe (...) que s'il y a convergence certaine entre les aspirations de la classe ouvrière et le programme des bolcheviks ou des mencheviks, cette convergence concerne

essentiellement l'amélioration des conditions de vie (salaire, sécurité matérielle, etc.), mais non pas le problème du statut des travailleurs dans l'entreprise. Sur ce point, le programme des partis « ouvriers » demeure muet, et par là même, conservateur. Seuls les points 11 et 12 du programme évoquent la participation de délégués ouvriers à des fonctions d'inspection du travail et de la santé, un point c'est tout. Il n'est question ni du comité d'usine, de son rôle, ni du choix des contremaîtres, ni du problème de l'embauche, ni a fortiori de gestion ouvrière, une préoccupation qui apparaît peu en février, mais prend la première place, ensuite.

Dans ces conditions, on l'imagine, les ouvriers ne pouvaient se reconnaître dans le Soviet des députés de Petrograd, ou dans les organisations qui l'animaient (partis socialistes, syndicats, etc.) que s'ils avaient répondu immédiatement sur d'autres terrains aux aspirations explicites ou latentes des citoyens. Or, il n'en fut rien, le principe du double pouvoir impliquant le compromis, l'attente. Pourtant, malgré cette faillite qui explique Octobre (Ah, vso), le Soviet des députés, pouvoir révolutionnaire, demeure l'incarnation de la révolution, surtout lorsque place la menace d'une réaction. Toutefois, tant que sa structure sociale et sa politique ne se modifient pas radicalement, en septembre et après Octobre, les travailleurs s'identifient essentiellement à d'autres institutions : celles qu'ils constituèrent eux-mêmes et qui jouèrent le rôle de noyaux institutionnels. Ainsi s'expliquent la montée et la croissance de ces instances, qui, selon les partis, les syndicats et les soviets de députés, étaient dépourvus de toute légitimité politique, mais avec qui les uns et les autres durent composer : soviet des comités d'usine, issu des comités d'usine ; soviet des comités de quartier, issu des comités de quartier ; Garde Rouge, et autres forces armées indépendantes des soviets de députés, des partis qui les contrôlaient, et nés d'un croisement des comités d'usine avec les comités de quartier.

## 2. Le pouvoir ouvrier : les comités d'usine

En souhaitant voir les travailleurs s'organiser, les dirigeants du soviet, c'est-à-dire les militants des organisations politiques, entendaient consolider leur propre pouvoir : ils ne pourraient parler haut devant le gouvernement provisoire que pour autant que la classe ouvrière suivrait leurs mots d'ordres, leurs consignes. (...) Pour autant que les syndicats n'étaient pas encore organisés, les partis peu représentatifs, il revenait aux comités d'usine, nés spontanément, de devenir la courroie de transmission la plus commode entre le Soviet et la masse ouvrière. (...) Mais il en alla tout de suite autrement de leur rapport avec les soviets et les partis.

Les comités d'usine étaient constitués par des élus de l'usine en contact direct et quotidien avec leurs camarades puisqu'ils continuaient à travailler ensemble. Ils prenaient des décisions sous le contrôle de l'assemblée générale des travailleurs. Sous le nom de Comités des Anciens, quelques-uns existaient avant Février, qui faisaient déjà connaître à l'administration les revendications des ouvriers. Mais ils ne constituaient alors qu'une délégation timide et sans grande autorité, dont l'existence était tout juste tolérée, et sans conséquence pour l'administration. Tout change avec Février lorsque, spontanément, et « sans autorisation », des milliers de comités d'usine se constituent dans toute la Russie. Chaque usine adopta son propre mode d'élection. Par exemple, à la Novaja Etna, chaque atelier de vingt travailleurs choisissait un élu, et tous les élus sélectionnaient un comité de 14 membres, dont 7 suppléants. L'assemblée générale se réunissait sur invitation du comité d'usine, ou encore sur la demande 20% des travailleurs. Le plus souvent, le comité était élu pour six mois.

À peine réunies, les assemblées d'usine ou encore leurs comités avaient adressé au Soviet l'inventaire de leurs revendications. De ces *Cahiers de la Révolution russe*, nous avons fait l'analyse naguère. Avant tout, les ouvriers demandaient l'instauration de la journée de 8 heures ; la hausse des salaires et l'amélioration des conditions sanitaires en second lieu, ensuite la sécurité de l'emploi. revendications très modestes au demeurant, puisqu'une augmentation de 20%, le plus souvent, permettait aux travailleurs d'acheter, par jour, deux livres de pain noir et une livre de pain blanc.

La reprise du travail ne s'étant pas effectuée au commandement, le 7 mars au matin, comme l'eût souhaité le Soviet, ses dirigeants décidèrent de rompre avec un de leurs principes, à savoir que le Soviet constituait seulement l'expression politique de la classe ouvrière. Ils acceptèrent de négocier directement avec le patronat de la capitale. Cet accord du 10 mars 1917 constituait la véritable charte des rapports entre ouvriers et patrons que le gouvernement promettait d'examiner afin de la codifier. Cette charte introduisait la journée de 8 heures, de 7 heures le samedi, soit 47 heures par semaine. (...) Enfin, elle déclarait que des comités d'usine devaient se constituer dans chaque entreprise. Les fonctions du comité étaient les suivantes :

Représenter les ouvriers dans leur relation avec le gouvernement ou les institutions publiques. Formuler leur opinion sur les questions qui concernent la vie socio-économique de l'usine. Régler les problèmes des rapports entre travailleurs d'une même entreprise. Représenter les travailleurs auprès de l'administration pour tous les problèmes touchant à l'organisation du travail.

Les premiers protocoles établis pas les comités d'usine eux-mêmes allaient très au-delà de la formulation proposée par le Soviet. L'exemple de l'usine Dynamo fait voir que sur plusieurs points, dès le 11 mars, le comité se constituait comme pouvoir ouvrier (...) L'usine des câbles de Petrograd adopte les mêmes statuts.

1. On ne peut faire aucune heure supplémentaire à l'usine sans l'approbation du comité d'usine. (...) 4. L'embauche et le licenciement des ouvriers et employés doivent se faire avec l'accord du comité d'usine. (...) 10. Aucune négociation avec l'administration sur des problèmes concernant l'ensemble des travailleurs ne peut être abordée par des ouvriers isolés. Le comité d'usine est le représentant des employés et ouvriers sur les problèmes de caractère général. Adopté à l'unanimité.

Dès la fin du mois de mars, pourtant, les comités d'usine appartenant aux industries de guerre s'assemblèrent pour formuler une sorte de charte des droits des comités d'usine qui reprenait l'essentiel de ce qui avait été adopté par l'usine Dynamo. Il y était ajouté ce point : « le comité d'usine contrôle la gestion administrative, économique et technique de l'entreprise. Les représentants du comité d'usine doivent être pourvus en informations qui leur permettent d'accomplir leur tâche, et doivent leur être fournis les documents officiels de la gestion, les budgets, le détail de ce qui entre et sort de l'usine. »

Observons seulement qu'à cette date aucun parti socialiste n'évoque le droit des ouvriers dans l'usine : ni les SR, ni les mencheviks, ni les bolcheviks. Dans les thèses d'avril, Lénine entend faire passer le contrôle de la production sociale et la répartition des biens au Soviet des députés ouvriers (point 8). À cette date, seuls les anarchistes vont plus loin que les ouvriers en préconisant « la saisie des usines et l'expropriation des bourgeois par les travailleurs ».

Les comités d'usine, sans l'exprimer ou même sans en prendre conscience, s'affirmaient comme des centres autonomes de pouvoir. Ils maintenaient inchangés leurs statuts indépendamment des propositions du Soviet ou de la loi gouvernementale. Ils faisaient appliquer les 8 heures quelquefois avant même que l'accord entre le Soviet et le patronat ait été conclu. Ils étendaient leur action hors du champ défini par le double pouvoir. Ainsi ils allaient se heurter à la fois au patronat, au gouvernement, à l'indifférence du Soviet et des partis qui le dirigeaient. (...) Attentifs au rôle politique que les comités peuvent jouer, les dirigeants mencheviks et bolcheviks s'intéressent peu aux revendications propres des comités d'usine. Rares sont les textes qui les évoquent.

À la façon des militants des partis, les syndicalistes se désintéressaient des problèmes qu'affrontaient les ouvriers dans l'usine : leur souci essentiel était de renforcer le syndicat, de l'organiser et de pénétrer dans les nouvelles instances créées par le gouvernement et les soviets. Ce texte inédit en témoigne. Dérisoire par certains de ses traits, il permet de constater en outre que ce sont toujours les mêmes militants qui s'y assurent le contrôle de toutes les activités.

L'activité du Comité exécutif du Soviet pan-russe des syndicats a été consacrée, pour l'essentiel, à préparer la Conférence pan-russe. Par malheur, toutes sortes de difficultés pratiques ont fait obstacle à un accomplissement rapide de cette tâche. Cela explique qu'à ce jour le Soviet pan-russe n'ait pas encore de local fixe, ni même de lieu où l'on pourrait accomplir les tâches quotidiennes. (...) À la première séance du Soviet pan-russe des syndicats, furent élus les représentants de députés ouvriers et soldats, Grinevitch et Riazanov. La pratique montra qu'il était indispensable que le syndicat soit présent non seulement au Comité exécutif mais au Bureau du Comité exécutif où furent délégués Riazanov et Koltzov avec voix consultative. (...) À l'ordre du jour viennent ensuite les questions concrètes. Parmi elles, il y eut la question épineuse de la prorogation des mandats des dirigeants du syndicat.

Pendant que le pays se couvrait de soviets, que partout se constituaient des comités d'usine, que chaque parti préparait ses assises, le nouveau régime paraissait frappé de paralysie. Certes, il avait ouvert les prisons, introduit les libertés, créé toutes sortes de commissions, lancé des proclamations en faveur des droits de la Pologne ou de la Finlande ; certes, il prononçait l'abolition de la peine de mort et annonçait l'abolition de l'ancien ordre politique et social, mais toutes ces mesures ne faisaient que consacrer la victoire de la révolution ; elles ne devaient rien à l'action des nouveaux dirigeants.

L'état de guerre créait une situation d'urgence que les membres du gouvernement provisoire entendaient perpétuer car elle leur permettait d'agir au nom de la nécessité, en fait, de rétablir la discipline des armées, de remettre la société au travail, de reporter les réformes à la réunion de l'assemblée constituante, qu'on convoquerait après la conclusion de la paix, bref aux calendes.

Le Soviet se sentait ainsi piégé. Il se disait l'expression du mouvement populaire, exigeait des réformes immédiates, mais sa propre analyse de la situation le rendait impuissant : qu'on poursuive les hostilités, ces réformes en pleine guerre susciteraient la défaite ; qu'on les arrête, cette paix serait un acte de trahison envers le socialisme international puisqu'elle renforcerait les puissances impériales aux dépens des démocraties avancées. À terme, elle susciterait l'invasion. Prisonnier de ce cercle vicieux, le Soviet était paralysé.

Les ouvriers russes ne pouvaient attendre que « le prolétariat organisé d'Europe » imposât sa paix à tous les gouvernements. Faute de réformes, d'une amélioration effective de sa vie, le prolétariat se mit en grève. Le patronat y répondit par une vague de lock-out. Surestimant sa force, il menaça ouvertement le prolétariat de l'acculer à la famine. Or, loin de capituler, celui-ci réagit : séquestrations de patrons, occupations d'usines se multiplièrent durant le printemps. Le patronat justifia alors de nouvelles fermetures par la pénurie en combustibles, les absences de livraisons. Sachant les vraies raisons du lock-out, les ouvriers qui avaient saisi des usines commencèrent à les gérer eux-mêmes. Ainsi naquit l'autogestion. Elle se développa surtout dans les entreprises petites et moyennes, dont le comité pouvait mieux connaître les fonctionnements. Alors, par l'intermédiaire des banques, le patronat invalida les paiements, fit cesser les livraisons, étouffant ainsi le mouvement.

Dans tous les conflits, les comités d'usine n'avaient reçu l'aide de personne, tout au plus des motions de solidarité, de soutien. Le Soviet des députés, faisant pression sur le gouvernement, avait fait constituer des Chambres de conciliation, mais les patrons ne tenaient pas compte des arbitrages défavorables : ou bien ils fermaient l'usine. Les syndicats n'avaient pas toujours réuni leurs assises nationales et les principaux débats qui s'y livraient portaient plus sur la politique générale du Soviet que sur les revendications des travailleurs. D'une façon générale, les mencheviks et les syndicats approuvaient les revendications des ouvriers mais ils condamnaient séquestrations et occupations d'usines ; ils n'étaient pas favorables non plus à l'accroissement de la compétence des comités d'usine, qui savaient d'autant leur pouvoir que, jusqu'à cette date, les mencheviks contrôlaient les syndicats. De leur côté, les bolcheviks soutenaient totalement l'action des comités d'usine, qui jusque-là ne disposaient que de l'appui du voisinage, c'est-à-dire des comités de quartier.

Ainsi encouragés, du moins en paroles, mais désarmés devant la contre-offensive patronale, désespérés de voir le gouvernement de coalition, dont le ministre du Travail était pourtant un socialiste, le menchevik Skobelev, plus disposé à les combattre qu'à les soutenir, sans espoir du côté des syndicats qui, sous prétexte de régler tous les problèmes à l'échelle nationale, et par grandes catégories professionnelles, demeuraient de fait passifs sinon hostiles à une action organisée par usine et non par branche, et qui par conséquent leur échappait, les comités d'usine décidèrent de se fédérer à l'échelle de la capitale pour pouvoir mieux mener une action commune contre le patronat. Ils mirent sur pied une Conférence de Petrograd des comités d'usine, qui devait précéder la réunion d'une conférence pan-russe. Cette Conférence de Petrograd, avec son conseil (le Soviet), fut la première institution créée ex nihilo par les classes populaires elles-mêmes. Elle naquit d'une initiative des usines d'armement, puis des entreprises regroupées d'un quartier de la capitale. Ensuite, en moins d'un mois, 367 entreprises organisaient leur conférence pour toute la capitale.

Ainsi, apparu à l'usine, le pouvoir s'organisait indépendamment des instances créées par les organisations « ouvrières » - partis, soviets de députés, syndicats ; celles-ci allaient essayer de le contrôler ou de le détruire.

(La Conférence) se posait en effet en instance parallèle, mettant en cause le principe fondamental de l'organisation syndicale en Russie : l'organisation par profession, non par entreprise ; passant à l'échelon de la ville, la Conférence devenait une concurrente du syndicat. Les délégués syndicaux réagirent d'autant plus vivement que leur propre Conférence pan-russe allait bientôt s'ouvrir. Ils avaient l'appui des mencheviks, qui les contrôlaient, et qui mirent en cause les comités d'usine en faisant valoir que, sans le contrôle du gouvernement à participation socialiste, cette gestion-là demeurerait une fiction. Ils craignaient surtout que le

contrôle d'État, en voie d'organisation, ne perde toute efficacité s »'il était contrebalancé à la base par une fédération de comités auxquels, précisément, les bolcheviks disaient toute leur sympathie. En leur nom, Zinoviev appuyait l'idée du contrôle ouvrier sur la production. Il ajoutait :

Ce n'est pas par la voie bureaucratique, c'est-à-dire par la création d'institutions où prédominent capitalistes et fonctionnaires, ni en retenant les bénéfices des capitalistes, ni en sauvegardant leurs pleins pouvoirs sur la production, qu'on pourra trouver les moyens d'éviter la catastrophe. Le sauvetage du pays exige que l'on fasse la plus totale confiance aux travailleurs non par des mots mais par des actes (...) Pour qu'un tel contrôle s'établisse, il faut : 1. Que dans tous les organismes, au centre, soient garantis aux institutions ouvrières (syndicats, soviets, comités d'usine) au moins deux tiers des voix. 2. Que les comités de fabrique et les syndicats aient le droit de participer au contrôle de chaque entreprise, qu'ils puissent consulter les livres de comptes et les opérations bancaires.

Forts de l'appui des bolcheviks qui, devant la faillite des Soviets de députés et du syndicat, envisageaient désormais de s'appuyer sur les comités d'usine, les organisateurs de la Conférence élurent son soviet, où dominaient des ouvriers bolcheviks ; ils préparèrent l'organisation d'une Conférence pan-russe des comités d'usine. Déjà, des conférences régionales, préparatoires, s'étaient tenues à Kharkov, Saratov, etc. Ce phénomène d'extension horizontale s'accompagnait d'un phénomène d'extension verticale, la motion votée recommandant l'introduction du service du travail, la création d'une milice ouvrière, et préconisant le pouvoir des soviets. À l'origine, en effet, règlements, motions et actions des comités d'usine ne sortaient pas du champ des problèmes propres à l'entreprise. Le refus du patronat de négocier des protocoles, voire de reconnaître le comité d'usine comme un interlocuteur valable, conduisait ceux-ci à passer à l'action politique. Puisque, selon les dirigeants des Soviets de députés, le refus des patrons tenait au principe même du régime (*langage des bolcheviks, vso*), à la participation de la bourgeoisie au gouvernement, « il n'y avait qu'à l'en chasser », et à changer la nature de ce régime.

Dès le mois de juin, la Conférence de Petrograd des Comités d'usine exigea tous les pouvoirs aux Soviets. Son Soviet adressait une mise en garde au gouvernement contre les arrestations d'anarchistes et de bolcheviks opérées à la Villa Dournovo. (...) L'extension horizontale de l'action des comités d'usine avait été la cause d'un conflit avec les syndicats. Son extension verticale suscita une rivalité de pouvoirs entre le Soviet des comités d'usine et le Soviet des députés. En vertu du principe de séparation des fonctions, le Soviet des députés prétendait prendre en charge les intérêts politiques de la classe ouvrière ; le Soviet de Petrograd feignit donc d'ignorer l'existence du Soviet des comités d'usine, et sa section ouvrière s'abstint d'en inviter les membres à participer à ses débats.

Ainsi mis au ghetto, jugeant que « la poussée contre-révolutionnaire avait ses avancées jusque dans les Soviets de députés », les comités d'usine prétendirent en prendre la relève, jouer le rôle de « forteresses » de la révolution prolétarienne en territoire ennemi. Ils se transformèrent en un véritable contre-pouvoir ouvrier qui organisa bientôt sa propre défense en s'appuyant sur les quartiers.

On observe le même double phénomène d'extension des pouvoirs émanant des comités de quartier. Constitués, à l'origine, sur un appel du Soviet des députés de Petrograd, sans lien organisationnel avec lui, ils avaient pour fonction de regrouper tous les citoyens sans distinction de classe qui voulaient défendre la révolution (*mais, laquelle ?, vso*) aux côtés du Soviet. Des comités se constituèrent dans un certain nombre de quartiers de la capitale entre le

début de mars et le début de septembre. Le Soviet des députés se consacrait aux affaires générales ; les comités se voyaient définir une triple mission : assurer l'application des décisions du Soviet, ménager la défense éventuelle de la ville, organiser une vie nouvelle dans les quartiers. Dans la réalité, ce fut cette troisième tâche qui l'emporta, le secrétariat de chaque comité de quartier étant enseveli sous les demandes individuelles : chômeurs, veuves de guerre, mal logés qui s'adressaient aux autorités nouvelles.

Les participants étaient censés appartenir à des classes différentes ; on évitait donc de parler « des problèmes qui divisent » : de la paix ou de la guerre par exemple, de la constitution d'un gouvernement de coalition, etc. (...) En revanche, le problème du statut politique et juridique des comités encombre les rôles ; il se pose pour ainsi dire à chaque instant, divisant les participants, comme malgré eux : les responsables avaient-ils le « droit » ou non, de prendre des décisions, par exemple de réquisitionner des appartements vides, d'organiser un ravitaillement parallèle ? Pour renforcer leur légitimité, les comités souhaitaient établir un lien avec le Soviet des députés. Mais celui-ci refusait : son principe organisationnel était la classe, celui des comités était la résidence.

Par un phénomène d'extension horizontale comparable à celui que connaissaient les comités d'usine, les quartiers organisèrent une Conférence inter-quartiers au mois d'avril. Elle se réunit sur l'initiative de soldats, qui, au lendemain de la crise d'avril, jugèrent nécessaire d'organiser la coordination de l'action des comités en cas de réaction militaire. Au nom de tous les quartiers, elle redemanda à participer aux débats du Soviet de Petrograd, même sans voix délibérative, élit un président membre de ce Soviet, le menchevik Anisimov, et choisit deux représentants auprès du Soviet. Le Soviet refusa une nouvelle fois, mais surtout pour une autre raison : mécontents de la politique du Soviet de Petrograd, les comités de quartier commençaient à se radicaliser. On donne ici le premier texte produit par la Conférence.

Le 23 avril, au Palais de Tauride, s'est tenue l'assemblée des représentants des comités de quartier du Soviet des députés ouvriers et soldats. L'assemblée a affirmé la nécessité d'une telle organisation de tous les quartiers pour établir des liens avec le Comité exécutif du Soviet, et dans ce but elle a élu une commission de dix membres, un par quartier pour établir un plan de travail et rédiger le rapport des représentants de quartier. (...) Elle a également jugé indispensable que la commission financière du Soviet commence à doter de moyens financiers les comités de quartier pour qu'ils puissent accomplir leurs tâches et honorer leurs dépenses.

Il est clair que dans certains quartiers, les partis politiques préparent les élections sans la participation des comités ; dans d'autres, les partis agissent et, indépendamment, le soviet de quartier ; dans d'autres cas encore, seule existe la liste du soviet de quartier ; et dans le quatrième cas, partis socialistes et soviet de quartier forment une liste unique. Après discussion, la commission juge désirable de s'aligner sur la quatrième attitude, de sorte que l'activité partisane n'affaiblisse pas l'autorité du Soviet dans sa lutte contre la liste des KD.

Au lendemain des journées de Juillet, au moment de la répression antibolchevik, Anisimov demanda à la Conférence des comités de quartier de « collaborer au désarmement des ouvriers ». Bien qu'il ait expliqué que cette demande visait seulement à prévenir l'intervention des militaires, sa proposition fut rejetée avec indignation. Le Soviet de Petrograd, dont il était membre tout en étant également Président des comités de quartier, avait ignoré la demande répétée des comités de quartier qui appelaient à l'aide, ou qui souhaitaient être représentés au Comité exécutif ; et ce même Soviet essayait maintenant d'utiliser Anisimov et les comités de quartier pour « pratiquer une politique anti-ouvrière ».

ce fut la rupture. À la présidence, Anisimov dut céder la place à deux internationalistes et à un bolchevik : Rappoport, Manuilski, Gorin.

Face au Soviet des députés de Petrograd, la Conférence inter-quartiers devenait, elle aussi, un contre-pouvoir. Désormais, étendant ses fonctions, elle se politisa de plus en plus. À une date où, vu l'échec des premières tentatives d'autogestion, la Conférence de Petrograd des Comités d'usine voyait faiblir son autorité, la Conférence des comités de quartier, bien ancrée en milieu populaire, prenait en quelque sorte la relève.

La procédure de naissance de la garde Rouge varie d'une ville à l'autre. Dans son livre, relativement méconnu et pourtant si novateur, sur les institutions populaires, Tokarev en a établi l'inventaire : actes fondateurs, composition, organisation intérieure, organes de direction, tâches et fonctions varient ; pourtant bien des traits se retrouvent que les textes qui suivent évoquent, la variable étant le degré de dépendance vis-à-vis des autres institutions, le Soviet de députés notamment, ainsi que les liens plus ou moins étroits avec le parti bolchevik ou avec le mouvement anarchiste. En revanche, on retrouve partout un rapport étroit avec les comités d'usine, et en province avec le Soviet des députés.

Au reste, à Petrograd aussi bien qu'en province, la procédure de naissance rappelle, par certains traits, celle du développement des comités d'usine. De la même façon que l'abdication du Soviet, renonçant à intervenir dans les problèmes qui touchaient le plus les ouvriers, a pu causer l'apparition d'un pouvoir ouvrier, de même son abdication face aux milices municipales contrôlées par le gouvernement a été à l'origine d'une réaction d'autodéfense de la classe ouvrière : celle-ci s'est créée sa propre garde et a ensuite prétendu l'étendre. De même que les comités d'usine se sont heurtés aux syndicats et aux Soviets de députés, la garde Rouge s'est heurtée d'abord aux milices urbaines, et, après Octobre, aux organisateurs de l'Armée Rouge. Dans les deux cas, le parti bolchevik a d'abord encouragé le mouvement puis l'a brisé.

Dans un premier temps, Soviet de Petrograd et gouvernement provisoire avaient négocié la fusion des deux milices nées en février : mais il était clair que milices municipales et milices ouvrières ne poursuivaient pas les mêmes objectifs. Craignant d'être absorbées, des milices ouvrières firent sécession. Le mouvement était d'inspiration bolchevik, mais, à la présidence du Soviet des milices ouvrières, les bolcheviks élirent un anarchiste, Neljubine. Actives en juillet, ces milices furent victimes de la répression : elles disparurent peu à peu ; au moins en apparence, car leurs membres réapparurent sous le sigle de la Garde Rouge.

Chargées de la garde de l'usine, les milices d'entreprise avaient survécu : 8 membres chez Nobel, 15 aux usines Staryi-Lessner, etc. Ces « gardes » furent la matrice de la garde Rouge. Les imprimeurs avaient donné l'exemple en s'organisant les premiers. Dès avril, sur l'initiative de leur syndicat, ils avaient créé une milice qui s'associa ensuite, localement, à celle de l'usine Trubocnyi. L'organisation combattante des imprimeurs servit ensuite de modèle à celle de la future Garde Rouge, qui fut une extension à tous les quartiers de la capitale de la garde instituée par les imprimeurs. Comités de quartier, comités d'usine et syndicats étaient les « parrains » de cette garde, ainsi que les partis socialistes, qui pouvaient cautionner éventuellement chacun de ses membres (ainsi le statut de la Garde Rouge à Saratov reprend celui de Petrograd). Ni le Soviet de députés, ni sa section militaire (à l'origine de la première milice) ne furent officiellement informés.

Les gardes étaient liés à leur entreprise, et faisaient leur service aux heures de travail, recevant leur paye. Ceux d'entre eux qui assuraient un service supplémentaire à la Garde Rouge conservaient leurs armes pour le samedi, le dimanche, la nuit. Ainsi, si tous les gardes de l'usine n'étaient pas des Gardes rouges, tous les Gardes rouges étaient des gardes d'une usine : ce n'étaient pas des militants professionnels, des permanents, mais des ouvriers qui conservaient un lien organique avec leur entreprise.

Les institutions en place furent naturellement hostiles à l'existence de cette Garde, notamment le Soviet de Petrograd ; il craignait son activisme, et aussi qu'elle ne perturbât les relations entre l'armée et la classe ouvrière ; au contraire les bolcheviks encouragèrent son extension. Enterrée après juillet, cette Garde Rouge refit surface lors du putsch de Kornilov. Elle ne fut jamais légalisée et, jamais, ne fut réellement unifiée, même si un projet de statuts organisa son soviet qui devait comprendre un membre du soviet des comités de quartier, un membre du comité central des comités d'usine, un membre du comité central des syndicats et, depuis la bolchevisation du Comité exécutif, le 28 août, un membre du Soviet de Petrograd. Demeurés indépendants, les gardes étaient l'expression des comités de leur usine plus que celle d'une institution ou d'un parti.

Voici d'abord un texte qui témoigne de la difficulté des bolcheviks à contrôler la garde Rouge. Il présente l'intérêt d'émaner des sources mêmes du pouvoir populaire.

Assemblée des représentants de quartiers  
sur le problème d'une garde Rouge,  
2 août 1917

Présents : quartiers de Vyborg, île Vasilieski, Narva, Moscou, Obukhov, Shlussel'burg, Okhta, Gorod, Petersburg, Neva, Peterhof, soit 18 personnes en tout.

V. T(rifonov) fait part rapidement de la situation, du désarmement des organisations ouvrières, informe de la situation politique dans le pays, impressions de voyage en province. parler des luttes pour le pouvoir qui vont se produire bientôt, qui aura le pouvoir, bourgeoisie ou prolétariat. L'armée est démoralisée, elle jouera un rôle si on la cimente de détachements ouvriers armés. Il faut sans tarder procéder à l'organisation des forces armées du prolétariat et à la création d'un centre pour toute la ville. Les bolcheviks ne se sont pas réellement occupés de cette affaire. Propose de porter la question devant les comités de quartier du parti, secouer pour cette affaire le Comité central ou le Comité de Petersburg demandera du temps, et il faut agir rapidement.

Le représentant de Porokhov se joint aux propositions de V. T. Montre que les bolcheviks se sont en effet occupés insuffisamment de cette question (au sommet en tous cas). Les mencheviks par contre ont déployé de l'activité. Ils tentent de s'emparer des centres de l'organisation et d'agir de façon à empêcher le plus possible les masses ouvrières de s'armer et de créer une organisation de combat. Ils sentent l'aspiration des ouvriers à s'armer et la redoutent mortellement. Les masses ouvrières exigent des armes et une organisation, et nous dormons.

Le représentant du quartier de Vyborg propose de communiquer les chiffres approximatifs des ouvriers armés (organisés) par quartier. Vyborg : environ 3500 en garde Rouge et milice ouvrière, Narva 1200, Moscou 1300, île vasilievski 2500, Obukhov 1400, Shlussel'burg 800, Okhta 500, Porokhov 500, Gorod 400, Petersburg 1100, Neva 700, Peterhof 700.

Le représentant de Shlussel 'burg fait le total, environ 14200 personnes de la garde Rouge et de la milice ouvrière. Dans les quartiers où il y a une milice ouvrière, il faut la considérer comme garde Rouge. Dans la plupart des quartiers la milice ouvrière s'est depuis longtemps changée en milice petite-bourgeoise. Les ouvriers l'ont quittée et elle s'est remplie de toute la racaille, de toute la jeunesse bourgeoise, et s'occupe de maintenir l'ordre, de protéger le régime en place et la propriété. (...) Nous avons déjà une force immense : 14 000 ouvriers en armes. Nous n'avons pas à attendre et à faire des manières, il faut commencer à frapper les bourgeois. Si nous continuons à bavarder et à observer l'ordre, les ouvriers créeront leurs organisations en dehors de nous.

V. T(rifonov) propose de constituer un groupe de cinq responsables, chargés de la liaison avec les comités de quartier et les soviets de quartier. Ces cinq responsables doivent prendre des mesures pour que les centres dirigeants de la Garde Rouge soient investis par les bolcheviks, et être en relation avec la fraction bolcheviste du Soviet de Petrograd et le comité du parti de Pétersbourg, afin de garantir, sinon le soutien, du moins la neutralité bienveillante du Soviet.

En février, parallèlement aux institutions fondées au nom de la lutte des classes, d'autres organisations participèrent au combat contre l'État tsariste : en premier lieu les organisations nationales. (...) Avec le mouvement des ouvriers et celui des paysans, le mouvement des nationalités fut le troisième levier de l'épreuve engagée. (...) Les patriotes des nations non russes ont pu s'associer aux luttes sociales sans pour autant admettre que leur problème fût un problème second, transitoire comme l'idéologie socialiste n'a cessé de l'affirmer pour légitimer la prééminence des partis politiques.

Pour avoir constitué leurs partis socialistes, les Ukrainiens, les Lettons, les Bundistes participèrent, de droit, au Bureau du Soviet de Petrograd. Comme ils se plaçaient dans une perspective internationaliste, ils s'associèrent soit aux bolcheviks, soit aux mencheviks, soit aux SR. Toutefois, d'autres organisations ukrainiennes ne se greffèrent pas sur le Soviet : ni le Poale-Zion, au moins à Petrograd (mais à Odessa, oui), ni les Musulmans (dont un groupe s'organisa à la Douma), ni les Polonais, etc. (...) Sitôt connus les événements de Petrograd, un certain nombre d'institutions se créèrent à Kiev (*Ukraine, vso*), dans un contexte assez différent de celui de la capitale ou des grandes cités de Russie. Identité sociale et nationale s'y ignoraient ou s'y combattaient. (...) Ainsi, en une seule journée, le 4 mars, trois organisations étaient déjà nées. (...) De leur côté, les organisations culturelles ukrainiennes se regroupaient pour former une Rada (Conseil) qui publiait aussitôt un communiqué qu'ignora la capitale.

L'assemblée a envoyé des télégrammes de bienvenue au Président du Conseil des ministres, le Prince L'vov, ainsi qu'au ministre de la Justice Kerenski, en exprimant l'espoir que dans la libre Russie, les droits légaux (*zakonnye*) du peuple ukrainien seront satisfaits.

L'audience de cette Rada fut immédiate, pour autant qu'elle comprenait en son sein des socialistes et des non-socialistes, tous Ukrainiens, alors que le Soviet avait éliminé de son Comité exécutif ces Ukrainiens. De sorte que toutes les catégories d'Ukrainiens, bourgeois et socialistes, siégeaient à l'exécutif de la Rada alors que seuls des socialistes, et seulement russes, siégeaient à la direction du Soviet. La Rada ajouta à sa représentativité en acceptant également les représentants du mouvement coopératif ouvrier, les élus des associations militaires, les syndicats et bientôt des membres du clergé orthodoxe., puis des zemstvo.

Ainsi, organisations civiques, unifiées, Soviet et rada apparurent comme trois pôles qui se disputaient l'autorité en Ukraine. Aussi les organisations purement russes, ou non

ukrainiennes (Polonais, Juifs), regardaient avec circonspection cette montée du nationalisme, aussitôt définie par la social-démocratie comme bourgeoise. (...) Le phénomène d'absorption fut particulièrement net en Ukraine, où la Rada instituée en mars, simple organe de l'expression culturelle de l'intelligentsia petit-russe, prit le pas sur le Soviet des députés, organe de la lutte des classes. La rada parla bientôt au nom de tous les Ukrainiens. À un moindre degré le même phénomène se produisit en Estonie où, pour justifier sa représentativité, le Soviet de Revel se fit élire par tous les citoyens de la capitale, bourgeois y compris. (...) En Finlande, (...) l'identité nationale était plus forte que l'identité sociale et elle s'exprimait tout entière dans la Seim, qui réclamait l'indépendance. Au reste, en pays non russe, la lutte des classes pouvait apparaître comme une forme d'action antinationale puisque dans ses instances, les soviets, les non-Russes étaient exclus et que toute revendication de caractère culturel ou national y était accueillie au cri de « réaction ».

En pays d'Islam, le phénomène fut plus complexe. Les premiers Congrès s'étaient réunis au nom de l'identité religieuse commune des différents peuples musulmans de Russie. Au début de la révolution, phénomène unique dans l'histoire, les délégations de femmes réussirent à imposer le drapeau de l'émancipation féminine comme principe de la lutte des musulmans de Russie ; les premiers votes collectifs portèrent sur ces questions et définirent ainsi le statut qu'elles souhaitaient acquérir. Toutefois, cette opposition entre « progressistes » et « conservateurs » fut rapidement débordée par les conflits entre associations religieuses et partis politiques, puis dans l'arène politique par les antagonismes entre les différents mouvements nationaux (tatar, non tatars) qui se situaient tous sur la plate-forme du patriotisme et de la lutte contre l'oppression.

La radicalisation des attitudes et l'extension du mouvement national allèrent de pair. Par exemple, en février, au regard des révolutionnaires russes, il n'était question d'indépendance que pour la Pologne, éventuellement pour la Finlande. Bientôt, il apparut que la Lituanie et la Lettonie revendiquaient également l'indépendance. Surtout, les exigences de la Rada de Kiev devenaient plus explicites, et même l'autonomie interne ne semblait plus à même de satisfaire cette assemblée : en juin 1917, par son premier Universal, elle proclamait sa vocation à la souveraineté.

Radicalisation et extension du mouvement prirent une forme spectaculaire à la fin de l'été lorsque, sur l'initiative d'Ukrainiens, un Congrès des Nationalités de Russie se tint à Kiev. Y participèrent les délégués de treize nations. (...) Le droit à l'autodétermination y était reconnu comme le fondement même de la légitimité. La motion finale du Congrès de Kiev se prononçait en faveur de l'élection non d'une seule assemblée constituante, comme y invitaient les partis nationaux SR demeurés favorables à une République fédérative centrée autour de la Russie, mais d'un nombre d'assemblées constituantes égal à celui des communautés nationales. Chacune déciderait de la nature des liens qui, éventuellement, l'uniraient soit à un État, soit à la fédération des États, à moins qu'elle ne se décide pour une sécession.

Ainsi, depuis les Buriates-Mongols jusqu'aux Biélorusses, toutes les communautés non grand-russiennes se créaient des institutions nationales, qui, sauf chez les Lettons, prenaient le pas sur les organisations de classe, et devenaient une sorte de troisième pouvoir à côté du gouvernement provisoire et du Soviet de députés. Qu'en octobre, les soviets prennent la relève du gouvernement provisoire et, avec ces institutions nationales, rada et Seim notamment, le conflit était inévitable.

L'apparition et l'extension d'un pouvoir populaire autonome mettaient en cause l'autorité des institutions fondées par les révolutionnaires, c'est-à-dire le pouvoir que partis et syndicats s'attribuaient légitimement.

Jusqu'en septembre, comme on sait, les mencheviks et les SR, soutenus par les syndicats, ont combattu les comités d'usine, les assemblées des comités de quartier, etc. alors que les bolcheviks en prenaient la défense. Lorsque, dès octobre, les Soviets de députés et les syndicats ont été dominés par les bolcheviks, ce sont les mêmes bolcheviks qui ont mis fin à l'existence de ces institutions populaires, retournant leur position. Pour leur part, mencheviks et SR continuèrent à soutenir la position du syndicat ; mais, figure nouvelle, ce fut désormais à la fois contre les comités d'usine et contre les institutions gouvernementales bolchevisées. Ce chassé-croisé s'accompagne d'une greffe institutionnelle qui explique l'évolution ultérieure du régime soviétique.

Pour acquérir l'hégémonie, partis et institutions se livraient bataille sur plusieurs fronts. La lutte entre partis participait de la tradition démocratique représentative (présence politique, diffusion des mots d'ordre, participation ou non aux élections, etc.), alors que les rivalités entre institutions se déroulèrent selon d'autres procédures, essentiellement celles du contrôle bureaucratique.

Ces opérations de bureaucratisation, c'est-à-dire de la colonisation d'une autre organisation au travers du contrôle de son Bureau, ne doivent pas être confondues avec le contrôle d'une organisation par son propre Bureau. Dans le premier cas, par exemple, un parti politique essaie de contrôler un syndicat (ou un soviet) en étant majoritaire au Bureau ; dans le second cas, il s'agit du contrôle du Bureau du Syndicat sur ses propres membres, ou du Bureau du parti sur ses propres militants. Aujourd'hui, le discours politique a tendance à privilégier cette seconde forme de la bureaucratisation dite centralisme (démocratique) car elle permet un amalgame entre la pratique des appareils et celle de l'administration qui veut également tout contrôler, que le sens commun dénomme « bureaucratisme ». Pour l'instant, il faut analyser les phénomènes de bureaucratisation première manière ; car, on le vérifiera, ils constituent une des racines du phénomène totalitaire et sont à l'origine de la greffe réciproque d'un système d'institutions sur un autre, avec les implications sociales et culturelles qui en découlent.

On a dit quelle fut la première forme de capture bureaucratique : celle qui fut effectuée le jour même de la constitution du Soviet de Petrograd, le 27 février 1917. Devant l'assemblée générale réunie au Palais de Tauride, le bolchevik Chliapnikov proposa que chaque parti socialiste puisse faire siéger, de droit, deux de ses membres au Comité exécutif. À l'origine, cette proposition avait pour but d'assurer une représentation plus consistante aux bolcheviks, très minoritaires parmi les membres du groupe initiateur ; mais étant donné qu'un certain nombre d'autres partis et organisations en étaient absents, la proposition fut votée sans difficulté.

Le résultat fut que les membres d'une douzaine de partis et organisations (syndicats, mouvement coopératif, Bund, etc.), certaines même représentant fort peu de citoyens, entrèrent au Comité exécutif. Ils se disaient « représentatifs de leur organisation », et, à ce titre, exclurent bientôt des discussions les membres du Comité exécutif élus directement par

l'assemblée générale, véritables fondateurs du Soviet, ou véritables élus des usines et des régiments, mais qui étaient simples militants, ou encore n'appartenaient à aucune organisation. Furent ainsi éliminés des hommes comme l'avocat Sokolov, l'ouvrier Pankov, etc. ; même les bolcheviks Chliapnikov, Zalutski, Molotov, co-fondateurs du Soviet, durent bientôt céder la place aux délégués de leur parti, Kamenev et Staline. Quant aux huit soldats élus par la garnison, ils n'avaient pas d'appartenance politique et furent éliminés : ils disparurent de la scène pour toujours.

Dans ce premier exemple, le phénomène de captation bureaucratique n'est pas l'entrée de droit de deux membres de chaque organisation au Comité exécutif, car cette proposition fut librement discutée et votée par l'assemblée générale. Le phénomène bureaucratique apparaît dès lors que le choix des deux délégués n'est plus du ressort de l'assemblée mais des organes dirigeants de chaque organisation, de leur Bureau. L'assemblée générale a perdu son droit de contrôle. Cette première forme de bureaucratisation par les partis, ici institution « mère », fut pratiquée dans la grande majorité des Soviets de députés.

Cette procédure de contrôle par les Bureaux d'une autre organisation ne fut pas admise par tous. Elle fut l'objet d'un conflit. Celui-ci prit une forme particulièrement vive à Simbirsk. Dans cette ville, l'opération de contrôle des partis sur le Soviet des députés se fit comme ailleurs, partielle et calibrée ; le conflit éclata lorsque ce fut le Soviet de Simbirsk, ici expression des comités d'usine, qui voulut contrôler à son tour le syndicat du textile. Les archives ont conservé la trace de ce conflit, dans lequel le Soviet prétendit à un contrôle complet de l'institution syndicale... pour y instituer des pratiques démocratiques.

La forme inverse de cette procédure bureaucratique consiste à ignorer une institution, virtuellement rivale, à nier la légitimité de son existence en faisant silence sur elle. Il en alla ainsi de l'attitude adoptée par les syndicats vis-à-vis de la Conférence des Comités d'usine considérée comme concurrente. Pourtant, ils ne pouvaient en ignorer l'existence, puisqu'à cette Conférence de mai 1917, qui réunit 585 délégués, 10 d'entre eux émanaient des syndicats eux-mêmes.

On a la trace d'un deuxième procédé de bureaucratisation par en haut sous la forme d'une plainte des bolcheviks. À Petrograd, à la fin du mois de juillet, les bolcheviks du Tski, le Comité exécutif du Congrès pan-russe des Soviets, protestaient contre le fait que ni la section ouvrière, ni le Comité exécutif du Soviet de Petrograd n'avaient tenu de session depuis deux mois. (...) De fait, au Bureau national, les mencheviks et les SR disposaient d'une confortable majorité, de quarante-six voix contre une dizaine ; au Bureau du Soviet de Petrograd, en revanche, leur majorité était très étroite. Dès lors, ils s'abstenaient de convoquer le Bureau exécutif, jouant de la primauté et du caractère plus récent de l'instance nationale. Surtout, contrôlant le Comité exécutif pan-russe, cette majorité cherchait à prévenir le mouvement de bas en haut qui émanait des usines, et qui, radicalisé, exigeait, au travers de sa section ouvrière, de nouvelles élections.

Ce procédé, qui existe dans tous les systèmes politiques, permet au Bureau du Congrès de gagner du temps. Après l'avoir condamné, les bolcheviks l'utilisèrent à leur tour dès qu'ils devinrent majoritaires. Une fois au pouvoir, ils poussèrent le procédé à ses limites extrêmes, en ne convoquant même pas les institutions dont le mode de recrutement n'était pas sûr : tel le Congrès des Soviets du contrôle ouvrier.

Sous une troisième forme, la bureaucratisation par en haut se fonde sur le principe majoritaire, démocratique en soi, mais elle procède à son extension par abus. Par exemple, la majorité menchevik-SR aux Soviets de députés, qui assurait déjà le contrôle des partis sur les Soviets, se saisit de tous les postes stratégiques que le Soviet pouvait contrôler. En 1917, ce furent Gots et Avksentiev pour les SR, Dan et Gvosdev pour les mencheviks qui jouèrent le rôle qui fut plus tard celui de Sverdlov et de Staline. Ils « contrôlaient » les nominations à tous les postes importants : les SR aux hautes fonctions des ministères qui intéressaient la paysannerie, les mencheviks aux ministères du Travail et de l'Économie, aux communications aussi, à la sécurité intérieure (par exemple les chefs de la milice ouvrière), etc.

Le cas d'Anisimov, président du Soviet des comités de quartier, est un exemple. (...) Anisimov aurait dû être au moins membre du comité de son quartier, délégué par ce quartier à la Conférence des comités de quartier. Il n'en fut rien. (...) Il a été « choisi » au præsidium par l'intermédiaire des mencheviks du Soviet de Petrograd, et élu par approbation massive sur proposition du Bureau des délégués, un procédé que les bolcheviks, plus tard, utilisèrent systématiquement (reprenant donc des pratiques "démocratiques" bourgeoises, vso).

Nous donnons ici un tableau statistique que nous avons élaboré et qui concerne le processus de capture des comités d'usine, au travers de leur Conférence, à travers la nomination bureaucratique de délégués, soit par les syndicats, soit, en nombre croissant, par les Soviets de députés agissant sous le couvert des partis. Entre juin et octobre 1917, un calcul d'après la liste complète des participants permet d'observer que le nombre des membres qui ne sont pas élus directement par leur usine et qui sont nommés bureaucratiquement par en haut au Bureau de la Conférence passe de 4% à 7% et à 12%.

Ainsi, la bureaucratisation par en haut apparaît comme une des formes de la lutte que les institutions se livrent pour la conquête du pouvoir. Elle constitue une des procédures employées par un pouvoir, quel qu'il soit, pour se renforcer en subvertissant les pratiques électives, démocratiques en leur principe (cf Athènes !, vso) mais constamment faussées. Ces traits sont corroborés par les caractères spécifiques de la bureaucratisation par en bas.

Dans les institutions populaires de 1917, où la démocratie directe règne (essentiel, vso), on observe l'existence de pratiques différentes de bureaucratisation, spontanées si l'on peut dire, et que nous proposons de nommer bureaucratisation par en bas.

Comme dans les cas précédents, il s'agit d'une procédure qui renforce ou consolide un pouvoir, fût-il celui d'un seul homme ; mais cette fois dans le cadre d'institutions-filles, ou encore d'embryons d'institutions qui n'ont pas encore d'existence reconnue, légitimée. (...) En témoigne le cas des jeunes du mouvement Trud i Svet, qui essayèrent de consolider leur existence institutionnelle mais n'y parvinrent pas. Les minutes du comité de Quartier Petrogradski ont été conservées ; on y trouve la trace de leurs tentatives auprès du comité de quartier. Finalement, elles avortent.

Les comités d'usine offrent un exemple remarquable de bureaucratisation par en bas. Déjà, au vu des photographies représentant les comités d'usine, on observe que les membres du comité siègent, toujours, autour d'un bureau... les autres ouvriers demeurant debout un peu en arrière. Mais le vrai phénomène apparaît aît qu'on n'a aucune trace du renouvellement de ces comités d'usine, alors que les statuts précisent explicitement que les membres du comité sont élus pour un temps déterminé, généralement six mois. Cet article des statuts demeura lettre morte comme il apparaît à l'inventaire des délégués aux différentes conférences des

comités d'usine : on retrouve les mêmes noms. De même, on observe que les membres de ces comités prennent souvent des décisions sans que le quorum soit atteint : ils le constatent ; amis n'en continuent pas moins d'agir et à se maintenir en fonction sans susciter la moindre reconduction de leur mandat, sans réunir d'assemblée générale.

Le cas des comités de quartier propose une illustration exemplaire du phénomène. Il est lié à la capture de l'activité par des permanents, les futurs *apparitchiki*. À l'origine, les membres des comités de quartier n'étaient pas des militants professionnels, hormis quelques syndicalistes. Ce sont des habitants du quartier, qui, en assurant une permanence au local du comité, abandonnent peu à peu leur emploi. Comme ils ne touchent plus leur salaire, l'assemblée du comité de quartier décide de leur allouer une petite indemnité avec l'argent des cotisations du quartier. le chiffre de 250 roubles est attesté : il correspond au salaire d'un petit employé. Dès lors, une corrélation s'observe : à peine un permanent est-il choisi, le nombre des participants aux assemblées générales diminue. Au quartier Peterhof, il passe de 40 présents en moyenne en mars, à 22 en octobre. Au quartier de Petrograd, il décroît de 70 environ en juillet à moins de 40 en octobre et ce nombre n'est même plus indiqué ensuite, sans doute parce que le quorum n'est pas atteint. Parallèlement, les réunions du Comité exécutif se font de plus en plus fréquentes alors que les assemblées générales que ces responsables convoquent sont de plus en plus espacées : dans un des quartiers, il y en eut 20 en mars, 8 en octobre.

Dans les quartiers, les citoyens ont ainsi perdu le droit à la parole : le Bureau est devenu seul (pas tout à fait, vso) émetteur. La relation gouvernants : gouvernés est rétablie au profit d'hommes qui ne peuvent la maintenir que pour autant qu'ils apparaîtront comme l'antenne de l'autorité légitime. Quelques semaines plus tard, à la page 12 des *Izvestia* du 30 novembre 1917, nous trouvons la confirmation de ce processus. On y donne la liste officielle des Commissaires du quartier Spasski. Vérification faite, tous les commissaires du nouveau régime sont bien les anciens membres du comité exécutif de ce quartier. Les membres du comité sont ainsi devenus (en cours de devenir, vso) les apparatchiks.

Tandis que la radicalisation et la bolchevisation à la fois des comités de quartier et du Soviet de Petrograd aboutissaient à la légitimation des premiers par l'installation de leur Bureau à Smolnyi, dans les locaux mêmes du Soviet de Petrograd, les bolcheviks procédaient simultanément à leur première opération de contrôle bureaucratique par en haut. Ils nommaient Ioffe, membre du comité central du parti, au præsidium du Soviet des comités de quartier, où les bolcheviks et leurs alliés avaient acquis démocratiquement la majorité après juillet. Ils agissaient de cette sorte dans le but de renforcer le pouvoir de Manuïlski, seul bolchevik au præsidium, aux dépens de ses deux « alliés » mencheviks-internationalistes, Gorine et Rappoport.

De cette façon, les comités de quartier furent bureaucratés à la fois par en haut et par en bas, au double avantage du parti bolchevik. On observe des mécanismes identiques dans le cas d'autres institutions populaires, notamment les Soviets de députés des petites villes. Après Octobre, les bolcheviks utilisèrent ces procédés de façon plus systématique. Avec une différence essentielle : il n'y eut désormais plus d'élections vraiment libres pour mettre fin à un processus qui ne bénéficiait qu'à leur parti. La conjonction parti unique / apparatchiks était en voie de réalisation.

Le cas des commissaires du quartier Spasski est un exemple. Dans la proportion de 100%, les fonctionnaires du nouveau régime sont ici des membres de comités de quartier, qui

se sont perpétués au comité exécutif du Soviet de quartier. Étendu à toute la capitale, vérifié en province, cet exemple des petits soviets fournit une première indication sur les apparatchiks, noyau d'un groupe en voie d'extension permanente, qu'ensuite on appellera, ou non, nouvelle classe, selon la définition adoptée.

Pour la capitale, l'échantillon de mille membres des soviets de quartier permet de proposer la répartition sociale suivante :

- Ouvriers travaillant dans le quartier 60%
- Soldats encasernés dans le quartier 25%
- Militants syndicaux (surreprésentés dans el quartier Spasski) 10%
- Employés, fonctionnaires, professions libérales diverses (médecins, instituteurs, prêtres, etc.) 5%

La moitié d'entre eux se déclarent sans appartenance politique, 30% se déclarent bolcheviks, le reste mencheviks ou SR. À les suivre de près, on observe que, pendant quelque temps, ils n'abandonnent pas complètement leur activité d'origine. Ils passent une partie de la journée à l'usine ou à la caserne, une autre au comité. Plus tard, dès qu'ils reçoivent une rémunération du comité, ils cessent d'être tout à fait des travailleurs d'usine ou des soldats ; ce sont des permanents qui s'acquittent de responsabilités, non pour un parti politique, mais pour des concitoyens ; ils leur trouvent un logement, les aident à percevoir une pension, assurent la garde des enfants, etc. Avec le temps, ils se séparent de plus en plus de leur groupe social d'origine, ne sont plus ouvriers ou soldats que de nom, et leur mode de vie diffère de plus en plus de celui de leurs anciens camarades d'usine ou de régiment.

Pour conserver ces fonctions de responsabilité, il faut, bien entendu, que l'ancien État soit anéanti ; il existe donc une sorte de solidarité fonctionnelle entre les membres des comités, pas nécessairement bolcheviks, et ceux qui veulent abattre le gouvernement provisoire, c'est-à-dire les bolcheviks. Ils constituent ainsi un groupe social nouveau dont les caractéristiques se sont dégagées peu à peu : nouvelle source de revenus, activité inédite dans la société, solidarité fonctionnelle avec le parti bolchevik, rupture avec les activités de leur classe d'origine. Pourtant, ces permanents continuent à être définis, dans les statistiques et inventaires, par leur ancien statut, y compris leur appartenance « de classe », même s'ils restent ensuite *apparatchiki*.

Les Gardes rouges constituent un second élément du nouveau groupe social en voie de constitution : 96% étaient ouvriers avant d'être gardes. Ils sont très jeunes et, selon nos comptages, 56% d'entre eux sont nés à la campagne. D'après l'enquête retrouvée par Starcev, en octobre, 44% se sont déclarés bolcheviks, 53% sans parti. À peine 15% déclarent avoir été bolcheviks dès Février, ce qui est un autre témoignage de la radicalisation des jeunes ouvriers.

Les traits qui définissent les permanents sont applicables aux Gardes rouges même si ceux-ci passent souvent par l'Armée Rouge avant de devenir apparatchiks. Seules différences : leur origine rurale plus marquée et une indépendance plus grande vis-à-vis du parti bolchevik, puisque ce sont les patrons d'usine, qui continuent à les rémunérer, au moins jusqu'en 1918.

Ainsi, ni bureaucratisés par en bas, ni par en haut, les Gardes demeurèrent un corps instable en qui les bolcheviks n'avaient qu'une confiance mitigée : ces gardes passaient, du reste à tort, pour anarchistes et le parti avait peu de moyens de les contrôler : il est significatif que, pendant les journées d'Octobre, Trotski et le Comité militaire révolutionnaire firent fort

peu appel à eux, moins qu'à l'armée en tout cas, ce qui explique l'expression de « putsch militaire » employée par les mencheviks pour évoquer l'insurrection des 24 et 25 octobre 1917.

Des éléments d'un sang neuf, d'origine populaire, se greffèrent sur le corps de l'État soviétique en voie de formation. Les premiers s'insérèrent dans les bureaux des Soviets de députés des grandes villes contrôlés par l'intelligentsia bolchevik ; les seconds furent solidaires du régime en passant ultérieurement dans l'administration après avoir servi dans l'Armée Rouge. Les membres de ces groupes, que nous appellerons 1 et 2, s'associèrent à deux autres éléments qui allaient constituer, après Octobre, l'armature de l'État.

D'abord, quelques membres de l'ancienne bureaucratie qui se rallièrent au nouveau régime ; très peu nombreux au départ, leur nombre grossit lorsque les communistes décidèrent de faire appel à des spécialistes, les *spets*. Nous les appellerons le groupe 3. Enfin, groupe 4, la direction du parti bolchevik, presque entièrement composée de bourgeois, de membres de l'intelligentsia elle aussi, comme les dirigeants des autres partis socialistes. En témoigne le tableau suivant :

Origine sociale et niveau culturel des principaux leaders bolcheviks

	Âge en 1917	Profession du père	Études
Antonov-Ovseenko	31	officier	supérieures
Boubnov	34	?	primaires
Boukharine	29	mathématicien	id.
Chliapnikov	24	charpentier	id.
Dzerjinski	30	petite noblesse	supérieures
Ioffe	34	riche marchand	id.
Kalinine	42	paysan pauvre	secondaires
Kamenev	34	ingénieur	supérieures
Kollontai	35	noblesse	id.
Krupskaja	48	noblesse	secondaires
Lénine	47	haut fonctionnaire	supérieures
Lozovski	39	instituteur	secondaires
Lunatcharski	42	fonctionnaire	supérieures
Molotov	27	marchand	supérieures
Pjatakou	27	industriel	id.
Podvoiski	37	pope	id.
Prebrazenski	31	pope	id.
Radek	32	instituteur	id.
Raskolnikov	25	fonctionnaire	id.
Rykov	36	commerçant pauvre	secondaires
Sktypnik	45	cheminot	secondaires
Smilga	25	grand propriétaire	?
Staline	38	cordonnier	id.
Stassova	44	avocat	supérieures
Sverdlov	32	graveur	id.
Tomski	37	enfant naturel	primaires
Trotsky	38	propriétaire	supérieures
Uritski	?	marchand	id.
Zinoviev	34	propriétaire	autodidacte

La signification de cette greffe apparaît aussitôt. Jusqu'en Octobre, les membres du groupe 3 et ce qui correspondait au groupe 4, ces dirigeants mencheviks et SR des Soviets, avaient refusé de reconnaître la légitimité de ces instances populaires, les combattant même, perpétuant ainsi, indépendamment de leur discours socialiste, une structure sociale du pouvoir d'où les éléments plébéiens étaient exclus (excellent, vso). Au contraire, les bolcheviks les protègent, les adoptent et, avec la prise du pouvoir, ils garantissent leur insertion dans l'appareil d'État. Modification fondamentale qui avait pour effet de changer radicalement la structure sociale du pouvoir. (id, vso)

Après Octobre, la bureaucratie regroupait ainsi quatre éléments :

Milieux populaires		Intelligentsia		
Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	Groupe 5 (ultérieurement)
Membres des comités et soviets : ouvriers résidents urbanisés, syndicalistes, soldats de garnison, etc.	Gardes rouges très jeunes ouvriers, à peine arrivés de la campagne ; et ultérieurement soldats, membres de Comités de Pauvres	Administration de l'ancien État, officiers ralliés, intelligentsia non militante ralliée. Peu nombreux en 1917	« Vieille Garde » bolchevik. 10 à 20 ans plus âgée que le groupe 2	Bureaucratie allogène au sein de chaque nationalité

Pour la première fois, les classes populaires participaient ainsi massivement à l'exercice du pouvoir, et en province peut-être de façon plus frappante encore qu'à Petrograd. (...) Il se pourrait même que ces *apparatchiki* aient été plus inconditionnels du nouveau régime que bien des militants bolcheviks qui n'étaient pas nécessairement en accord avec la politique de leurs dirigeants. (...) Dès 1918, un écrit théorique publié dans *Kommunist*, organe des communistes de gauche, établissait le diagnostic du nouveau pouvoir soviétique ; par certains de ses accents, il est encore très actuel.

Tout le monde connaît les causes qui ont arrêté le développement ultérieur de notre révolution et qui l'ont obligée à quitter sans combat les positions occupées et à entamer une retraite progressive : la complexité de la situation internationale, le contretemps dans l'éclatement de la révolution en Europe occidentale, les habitudes et le mode de vie petit-bourgeois de la majorité de la population, la désorganisation colossale de l'économie, etc. Dans cette liste, néanmoins, on oublie d'inclure encore un facteur qui a une influence négative sur le développement de la révolution russe, c'est le conservatisme des organisations soviétiques elles-mêmes, conservatisme conditionné tant par la situation matérielle (sociale) de l'armée nombreuse des permanents des Soviets que par la psychologie originale qui commence à se former chez eux en vertu de cette situation.

Après avoir détruit l'ancien appareil d'État et écarté les fonctionnaires qui l'avaient servi, la révolution d'Octobre a mis la classe ouvrière devant la nécessité de créer une nouvelle machine étatique, adaptée au changement de régime social. Un vaste champ s'est ouvert pour un travail actif d'organisation et des dizaines de milliers de gens ont reçu la possibilité d'utiliser leurs dons et leurs capacités dans les organisations soviétiques. De qui se composait cette armée de permanents des Soviets qui s'est ruée sur les divers commissariats et commissions, directions et sections, bureaux et comités ?

Évidemment, les vieux militants expérimentés du parti y ont pénétré en priorité ; cependant, si nous voulons être de sobres réalistes, il nous faut reconnaître que seule une partie insignifiante d'entre eux est suffisamment active pour penser au développement ultérieur de la révolution, à son mouvement en avant ; quant à la majorité des membres du parti, fatigués des longues pérégrinations de l'émigration, de l'activité épuisante de la clandestinité, de la vie pleine de dangers du révolutionnaire, aujourd'hui, après la victoire du prolétariat, elle aspire à une activité tranquille et pacifique lors de la construction du socialisme : ce groupe est enclin à considérer sa présence dans les organisations soviétiques comme l'achèvement naturel et le couronnement de son dur travail préalable et, malgré lui, il commence à adopter une attitude hostile et à éprouver une crainte cachée à l'égard de toutes les mesures extrêmes, susceptibles de troubler la tranquillité acquise avec tant de peine.

Est venue également travailler dans les organisations soviétiques cette couche semi-intellectuelle, pas très riche de connaissances, qui n'avait pas de débouché sous l'ancien régime, alors qu'aujourd'hui, grâce au sabotage du personnel technique bien instruit, quiconque possède ne fût-ce que des connaissances quelconques ou même sait simplement compter, lire et écrire est devenu un homme précieux et nécessaire, auquel on se raccroche des deux mains.

Ces semi-intellectuels (commis de boutique, secrétaires, petits fonctionnaires, petits employés, etc.) qui n'auraient même pas pu songer à une « carrière » quelconque sous l'ancien régime, aujourd'hui « s'en sont sortis pour devenir quelqu'un » grâce à la révolution d'Octobre qui a provoqué une énorme demande pour toute espèce de techniciens et spécialistes ; dans l'ensemble (nous ne parlons pas des gens isolés « qui ont des convictions » ni même des groupuscules) ils sont, bien entendu, intéressés à conserver leur situation privilégiée, et cette situation est effectivement privilégiée : un certain « poids » et une certaine considération aux yeux des gens de leur entourage, un traitement décent, une ration alimentaire supérieure, une multitude de petites faveurs et priorités, tout cela fait que le permanent soviétique moyen tient à sa place et ne le prédispose absolument pas à l'audace révolutionnaire (...)

Dans la composition de l'armée des employés soviétiques, il faut encore inclure ce public sans vergogne qui est prêt à servir n'importe qui et sous n'importe quel régime et qui aujourd'hui, sans la moindre lutte intérieure, « s'est infiltré » dans le pouvoir soviétique ; enfin, signalons encore la multitude de techniciens et spécialistes de toute sorte qui n'éprouvent absolument aucune sympathie pour le pouvoir des Soviets et qui ne se sont mis à son service que pour toucher beaucoup d'argent, vu que les gens cultivés sont si nécessaires à la jeune république.

Ce groupe est peut-être le plus réactionnaire : c'est seulement la recherche d'un salaire (et souvent aussi la tendance à la concussion) qui pousse les membres de ce groupe à offrir leurs connaissances et leur savoir à la classe ouvrière ; l'existence même des Soviets les effraye et ils ne sont prêts à s'y résigner que dans le cas où les Soviets dégénèrent, s'adaptent au philistin, deviennent acceptables pour les larges couches de la démocratie bourgeoise ; comme les cercles dirigeants comptent avec ce groupe, l'apprécient, y tiennent, il a la possibilité d'exercer de l'intérieur une pression sur la politique des Soviets dans le sens conservateur et même réactionnaire indiqué plus haut.

On voit d'après notre analyse que le personnel des permanents soviétiques, intéressé dans l'ensemble à conserver sa situation privilégiée et ses intérêts purement professionnels, est enclin à jouer le rôle d'un groupe social conservateur ; d'où une certaine méfiance à l'égard

des masses ouvrières, une tendance à s'isoler d'elles, à se barricader, des vellétés d'échapper au contrôle du parti (ce dont les journaux provinciaux du parti se plaignent tant), une crainte des secousses, une attention pas toujours suffisante aux besoins des ouvriers, un penchant aux compromis, une tendance à adapter le ,pouvoir soviétique effrayant au philistin petit-bourgeois moyen, une lenteur paperassière, etc.

Nous sommes loin de soutenir que le personnel soviétique s'est déjà transformé en une bureaucratie de la dernière édition, aussi irrémédiablement coupée des masses que ce qui est arrivé, par exemple, avec les cadres supérieurs des syndicats allemands, mais il est incontestable qu'il existe une tendance dans ce sens. Il va de soi qu'il n'est pas question ici de la mauvaise volonté d'individus isolés ni d'une quelconque originalité de la révolution russe : un tel danger menace n'importe quelle révolution socialiste, car le régime capitaliste a pris toutes les mesures pour détruire à la racine toute initiative des masses et pour les habituer à l'idée que l'administration de l'État doit se faire en dehors d'elles par des gens spécialement instruits pour cela (les fonctionnaires). En tout cas, il faut lutter pour éviter que la révolution d'Octobre ne soit utilisée pour servir les intérêts d'un groupe relativement insignifiant, et il n'y a qu'un moyen pour cela : entraîner les larges masses des ouvriers dans l'activité sociale, faciliter et renforcer le contrôle des ouvriers sur ce personnel qui a pour vocation de servir leurs besoins, supprimer tous les privilèges pour les permanents des organisations sociales.

Enfin, le parti lui-même, qui est relativement mieux assuré contre la décomposition, doit renforcer son contrôle sur les fractions dans les Soviets et faire en sorte que les permanents des organisations sociales lui soient subordonnés et lui rendent des comptes ; (...)

## Chapitre 4

---

### Absolutisme communiste ou absolutisme des soviets ?

On connaît la présentation traditionnelle de la révolution d'Octobre. Tantôt, il s'agit d'un « coup » organisé par un petit nombre, le parti bolchevik, qui, sous le couvert des soviets, aurait gardé le pouvoir pour lui tout seul et pour toujours ; tantôt d'un mouvement de masse, qui, grâce à l'action de Lénine, aurait abouti à la prise du pouvoir par le parti, majoritaire dans les soviets. (...) Dans un cas comme dans l'autre, elle fait du parti communiste la source et l'instance du pouvoir, dont les soviets auraient été l'enveloppe, la couverture.

Les documents témoignent qu'en réalité la situation fut totalement différente, presque inverse. L'insurrection d'Octobre légitima un changement de pouvoir qui ne parvenait pas à se réaliser. La « conquête » du pouvoir « par les bolcheviks » substitua en fait au vieil appareil d'État, demeuré en place sous Kerenski (essentiel, vso) toute une constellation de comités et soviets qui exerçaient une partie du pouvoir d'État, mais n'osaient ou ne pouvaient pas en assumer la totalité. L'insurrection d'Octobre les légitima. Elle libéra la formidable énergie de ces milliers de comités et autres institutions populaires. Mais une fois le gouvernement provisoire renversé, le parti bolchevik fut incapable de canaliser cette énergie. Au reste, il ne s'y employa que pour autant que cela renforçait sa propre emprise. certes, les dirigeants du parti confisquent bien le pouvoir suprême, mais, à ses débuts, ce pouvoir bolchevik n'atteignit guère les profondeurs de la société : il concerna seulement la conduite de la politique étrangère, l'installation de l'appareil d'État, la lutte contre les adversaires du nouveau régime, la « grande Histoire ». Ce furent bien les soviets qui exercèrent le pouvoir sur la société. Non pas tellement les Congrès de Soviets, instances suprêmes réunies à peine quelques jours pour entériner les grandes décisions (dissolution de l'assemblée constituante,

paix de Brest-Litovsk, etc.), mais bien la multitude des soviets locaux et comités de toute nature (Oui, vso).

À partir d'Octobre et jusqu'à nos jours, on assiste à un double mouvement : d'une part, un mouvement émanant du parti communiste qui triomphe de ses adversaires politiques, les liquide et se substitue d'abord aux soviets, à d'autres institutions ensuite, les maintenant ou non en place pour autant qu'il agit par le relais de leur légitimité ; d'autre part, un mouvement émanant de la société qui envahit les institutions nouvelles, y compris le parti. Les effectifs de ces institutions ne cessent de gonfler et modifient à la fois la structure sociale du pouvoir et la nature des relations entre ce pouvoir et la société. Les documents qu'on publie ici témoignent que le régime qui s'instaure n'est pas un absolutisme à simple foyer, comme on le dit communément, mais bien un absolutisme à foyer double.

En premier lieu, la bolchevisation fut l'effet de la radicalisation des masses et fut ainsi l'expression de la volonté démocratique (entendu, vso). En second lieu, ce processus fut accéléré grâce à des procédures bureaucratiques et diverses manipulations, naguère utilisées par les rivaux du parti bolchevik et qu'il retourna à son avantage, parfois avant même la prise du pouvoir d'État. En troisième lieu, après Octobre, la bolchevisation fut également le résultat de l'élimination autoritaire des autres partis socialistes ; bilan irréversible, le parti affirmant son hostilité aux pratiques démocratiques même pour l'élection des institutions prolétariennes ; au reste, les organisations rivales furent mises hors d'état de militer avant d'être déclarées antisoviétiques et hors la loi.

La radicalisation des masses s'explique suffisamment par l'inefficacité de la politique gouvernementale (à participation socialiste depuis mai). (...) La négociation, loin de modifier l'ordre établi, le perpétuait, le consolidait. (...) Ceux qui, dès ses origines, avaient contesté le principe même de la collaboration de classes, se virent gratifiés, et parmi eux, les plus intransigeants, c'est-à-dire les bolcheviks, tendance Lénine. En outre, la tactique communiste du refus, l'absence de toute participation à la gestion des affaires de l'État, tout comme, à l'inverse, l'abus de participation de la part de leurs rivaux qui jouaient du principe majoritaire pour occuper toutes les fonctions, accentuèrent encore l'avantage populaire des bolcheviks : en effet, alors que les autres formations, déjà maigres en effectifs militants, mal centralisées, éparpillaient leurs forces dans les institutions d'État (les ministères notamment) ou nouvellement constituées (ainsi les commissions mixtes), les militants et dirigeants bolcheviks sont pratiquement sans rivaux dans les comités et dans les institutions autonomes, où ils font cavalier seul. Connaissant directement les aspirations du milieu populaire, ils les transmettent au sommet de leur hiérarchie.

La radicalisation bénéficia aux bolcheviks plus qu'aux SR (de gauche) ou aux mencheviks (de gauche) à la fois parce que leur parti était le plus organisé et parce qu'il était le mieux défini. Nous reviendrons plus loin sur sa structure, sur la nature de son fonctionnement qui n'a rien de monolithique à cette date (faux, on n'en parle plus du tout ! vso).

Le ralliement de petites formations scissionnistes aux mots d'ordre léninistes constitua une autre forme « démocratique » de la bolchevisation.

Les résultats aux élections du 2<sup>e</sup> Congrès des Soviets (Octobre 17) en témoignent : les mencheviks de gauche furent portés par la vague de radicalisation et leur tendance passa de 4% à 11% environ des élus. Il en alla de même de la gauche des SR, bientôt devenue SR de

gauche et constituée en parti autonome. Une constatation permet de témoigner de la spécificité de ce phénomène d'amalgame : les mots d'ordre bolcheviks sont adoptés par un nombre de Soviets de députés plus grand qu'il n'y a de Soviets à majorité bolchevik. Nous avons recensé une dizaine de soviets de ce type qui, n'ayant pas de majorité bolchevik, n'adoptent pas le slogan : tout le pouvoir à la démocratie, mais bien le slogan bolchevik : « tout le pouvoir aux Soviets ».

À la veille d'Octobre, un certain nombre d'institutions populaires sont déjà contrôlées par le parti bolchevik. Les unes, démocratiquement, telle une majorité de Soviets de députés, des comités de marins et soldats, etc. ; d'autres bureaucratiquement, tels le Soviet des comités de quartier, le Soviet des syndicats de Petrograd. Ils bénéficient en outre de la solidarité active d'un certain nombre d'autres organisations qu'ils ne contrôlent pas.

Après 1917, la procédure bureaucratique, usant et abusant du principe majoritaire, permet une surreprésentation bolchevik généralisée. (...) Une forme plus élaborée de bolchevisation par contrôle bureaucratique fut la création d'institutions dont le parti suscita la naissance, en confiant à des non-bolcheviks, mais sympathisants, le soin de les coiffer ultérieurement.

De ce point de vue, est exemplaire la création bureaucratique du Comité militaire révolutionnaire de Petrograd, à la veille de l'insurrection d'Octobre. Excroissance du Soviet de Petrograd (bolchevisé depuis septembre), il doit avoir pour objet de préparer le soulèvement armé. Trotski et ses amis chargent un jeune SR de gauche, Lazimir, de préparer un rapport sur la nécessité d'un tel comité. Le projet adopté, Lazimir est fait président, avec pour adjoints trois bolcheviks (Antonov-Ovseenko, Podvoiski, Sadovski) et un SR de gauche (Sukharkov). Entièrement encadré, Lazimir perd rapidement l'apparence même de son pouvoir. Bientôt, la direction devient collective et son nom disparaît peu à peu des rôles du comité.

Éblouis, de nombreux militants, russes ou non russes, acceptèrent ainsi de présider à la naissance d'institutions de couverture, tels, en URSS même, le Commissariat aux nationalités et, contrôlés par Moscou, le Komintern, le Profintern et, après 1946 ( !!, vso), le Mouvement de la Paix.

Confinés à l'intérieur du parti, les actes autoritaires s'étendirent à l'ensemble des institutions soviétiques dès que la prise du pouvoir fut à portée. Le premier fut l'œuvre de Lénine, de Lénine seul, lorsque, le 25 octobre, il fit endosser par le Comité militaire révolutionnaire de Petrograd le renversement du gouvernement provisoire. Il dessaisissait ainsi à la fois le Soviet de Petrograd et le Congrès des Soviets de cet acte fondateur du nouveau régime.

En revanche, l'insurrection armée suscita une levée de boucliers qui, SR de gauche mis à part, engloba tout le monde des militants révolutionnaires : elle forçait la main au Congrès et mettait en cause la légalité d'une révolution dont la « démocratie » ne contestait pas nécessairement la légitimité. L'indignation fut à son comble, gagnant cette fois jusqu'aux adversaires du gouvernement provisoire, lorsqu'il apparut que le pouvoir des soviets n'était que le cache-sexe du pouvoir bolchevik : tous les membres du Conseil (Soviet) des Commissaires du peuple étaient bolcheviks ; pas même un SR de gauche parmi eux. Au reste, perpétuant l'équivoque, le nouveau pouvoir se déclarait tantôt « la République Soviétique », tantôt « le pouvoir des travailleurs ». Jamais il ne dévoila son identité politique, ni dans ses

proclamations, ni dans ses instructions. Dans un éditorial du 7 décembre 1917, Maxime Gorki stigmatise ce travestissement, cette forfaiture, que condamne un grand nombre de dirigeants bolcheviks eux-mêmes.

Le décret de suspension des journaux « hostiles au pouvoir des soviets », sans consultation de ces soviets, fut une troisième action autoritaire émanant des instances gouvernementales, et dont l'ambiguïté menaçait virtuellement toute la presse. Au reste, il fut décidé de contrôler toute la presse et de nationaliser toutes les imprimeries. Ainsi, la pratique de l'amalgame faisait son apparition dès le premier jour du nouveau pouvoir. Le 4 novembre, interrogé par Larine, un des membres les plus respectés des mencheviks de gauche, rallié à Octobre et passé bolchevik, qui demandait « quel serait le sort de la presse socialiste », Lénine lui répondit que « la presse bourgeoise devait disparaître ». La 1<sup>er</sup> décembre, la *Rabotchaia Gazeta*, organe des mencheviks, était fermée, de la même façon que les mencheviks, en juillet, avaient fait fermer les locaux de la *Pravda* ; seule différence : la *Pravda* put reparaître dès septembre, jamais plus la *Rabotchaia Gazeta*.

Accompagnée par l'ordre donné à la Garde Rouge, et d'ailleurs exécuté, de tirer sur une manifestation pacifique de soldats SR non armés, la dissolution de l'assemblée constituante fut l'acte autoritaire par excellence, volontiers considéré comme la mise à mort de la démocratie politique en Russie.

Désormais, les actes autoritaires se multiplient contre toutes les oppositions organisées, surtout socialistes et anarchistes. Après l'attentat commis par un Sr de gauche contre Mirbach, ambassadeur d'Allemagne, pour protester contre la Paix de Brest-Litovsk, Lénine fait arrêter tous les délégués socialistes révolutionnaires de gauche au 3<sup>e</sup> Congrès des Soviets. Les coups de main contre les journaux et lieux de réunion anarchistes se multiplient : 600 anarchistes sont arrêtés en avril 1918. Enfin, le gouvernement monte une opération armée contre le Soviet des députés de Luga, qui avait une majorité SR-menchevik et désapprouvait la prise du pouvoir par les bolcheviks. (...) Sont successivement frappés les Sr de gauche, qui avaient approuvé Octobre puis s'étaient soulevés après Brest-Litovsk ; les SR, parti majoritaire en Russie, persécutés et mis hors la loi ; les mencheviks, demeurés quelque temps « légaux » puis mis « hors la loi » à leur tour.

Spontané, l'absolutisme populaire ne fut pas nécessairement violent, au moins à l'origine. À la campagne comme à la ville, il exprimait une certitude : sa foi en un régime social fondé sur le juste droit, sur l'équité. À la campagne par exemple, les moujiks entendaient partager les terres que le grand propriétaire laissait en friches, ses forêts. Son refus les amena à instituer le partage égal des terres, chacun disposant d'un nombre de déciatines proportionnel au nombre de bouches à nourrir ; il n'y eut pas de dépossession totale. Devant un nouveau refus, la colère et la violence prirent la relève des bons sentiments, le coq rouge se mit à chanter, le sang coula et les demeures flambèrent. Le processus fut le même à la ville. Les travailleurs demandaient que leur fussent accordées des conditions de vie moins inhumaines. Ce fut le refus, brutal ou rusé, des possédants, qui amena l'occupation des usines, la séquestration des patrons, puis, après Octobre, la vengeance contre les bourgeois.

Politiquement, le tournant s'esquisse avec les journées de Juillet, lorsque la « démocratie » s'identifie au pouvoir en place, utilisant l'armée contre les classes populaires. Ce tournant est pris, irréversiblement, lors du putsch Kornilov : même s'il le combat, Kerenski apparaît plus comme un rival qu'un adversaire, et l'absence de mesures prises, ensuite, contre ses complices l'associe aux ennemis d'une vraie révolution sociale.

Désormais, sont considérés comme ennemis des soviets ceux qui s'opposent « au pouvoir des soviets », en fussent-ils membres comme les mencheviks ou les SR. (...) À partir du moment où est proclamé le pouvoir des soviets, les membres de ces soviets jugent que ceux qui ne sont pas avec eux sont contre eux. Ils les pourchassent. Entre le Bien et le Mal, il n'y a pas de troisième voie. Voici les mesures prises à la base, le 26 octobre, à Petrograd : interdiction des tracts contre-révolutionnaires ; fermeture des journaux « bourgeois » ; interdiction de *Den*, quotidien socialiste modéré pour « hostilité aux soviets » (i.e. à la prise du pouvoir par les soviets) (...).

L'exclusion de la bourgeoisie apparaît comme un état de fait dû à la volonté populaire, dont le pouvoir bolchevik n'est pas, ou pas encore l'initiateur. Ainsi, ce pouvoir alla à contre-courant du sentiment populaire en imposant aux soviets locaux, dès 1918, la présence de *spets*, ces spécialistes issus de l'ancienne bureaucratie, de l'intelligentsia ou du cadre des officiers. (...) La terreur politique, qui écarte bientôt tous les non-bolcheviks des institutions révolutionnaires, fonctionne à la base des institutions *avant même* que le pouvoir bolchevik ne déclare illégaux les autres partis socialistes.

## Chapitre 5

### L'institutionnalisation du bolchevisme

---

À dire vrai, depuis Octobre, mencheviks majoritaires et SR mettaient également en cause le pouvoir des soviets lui-même, alors que les bolcheviks, à tout prendre, l'acceptaient quand bien même ils ne les contrôlaient pas, au moins provisoirement ; ils entendaient les conquérir du dedans, et par tous les moyens s'il le fallait, certes, mais pas les combattre. En ce sens, il n'y eut que deux exceptions, les soviets de Louga et Kronstadt, qui furent anéantis manu militari. Ailleurs, l'opposition fut rognée, intimidée, persécutée, anesthésiée, mais en tant que tel, le soviet n'était pas mis en cause.

Pour n'avoir ni compris ni accepté cette forme nouvelle de double pouvoir, les militants politiques, intransigeants dans leurs convictions de Sr, de mencheviks, voire d'anarchistes, se discréditèrent aux yeux de la base des soviets locaux, étrangère à l'idéal de la démocratie pluraliste, comme les textes qui précèdent en témoignent.

De fait, l'extension des pouvoirs du parti ne procéda pas seulement de l'élimination des autres formations politiques ; elle ne se réduisit pas non plus à la concentration de l'autorité ; elle comprit aussi et surtout la réduction du rôle des institutions autres que les partis à des fonctions de représentation, et en premier lieu les soviets de députés eux-mêmes ; pour autant que ces institutions ne furent pas subverties, tels les syndicats, réduites, tels les comités d'usine, ou supprimées tels le Soviet des comités d'usine, le Soviet des comités de quartier, la Garde Rouge et bien d'autres encore, pour ne parler que des institutions prolétariennes. En ce sens, on peut dire qu'on va passer du stade du parti unique à celui du parti, unique institution dirigeante ; on peut parler non plus d'une bolchevisation des institutions mais d'une institutionnalisation du bolchevisme.

À observer le déroulement des faits, on constate que le 2<sup>e</sup> Congrès des Soviets fut dessaisi de son pouvoir avant même de l'avoir proclamé. Ultérieurement, le processus de dessaisissement se poursuivit à l'avantage des instances que le parti communiste contrôlait le mieux au sein même de ce système de soviets : le gouvernement dénommé Soviet des

Commissaires du peuple (Sovnarkom), le Comité exécutif du Congrès des Soviets (Tsik), son præsidium, etc.

Au départ, ce phénomène de dessaisissement n'est compréhensible que pour autant qu'on observe que, loin d'être le fait d'une minorité, la révolution d'Octobre apparut bien comme une épreuve de force entre un gouvernement, le gouvernement provisoire, qui a perdu son appareil d'État, et un appareil d'État, le système des soviets (soviets de députés, syndicat, soviet des comités d'usine, soviet des comités de quartier, comités de défense de la capitale, etc.) qui n'a pas de gouvernement (bien vu, vso). En ce sens, on ne saurait continuer à affirmer que les bolcheviks ne représentent qu'une petite minorité : ils dominent la plupart des institutions populaires qui sont innombrables, et l'armée est encore plus radicalisée que la classe ouvrière.

Ainsi, dans le mouvement qui conduit à l'insurrection d'Octobre, le personnel et les acteurs de l'épreuve de force ne furent pas nécessairement bolcheviks. Toutefois, présents dans chaque institution grâce à leur organisation, les bolcheviks apportent au mouvement qu'ils ont suscité, du fait de l'action de Lénine, une coordination générale et une orientation qui rendent explicite ce qui était à la fois incohérent et convergent : la volonté d'abattre le régime.

Ce fut l'existence préalable de cet État, non réellement constitué mais vivant, et aussi l'existence de forces dissolvantes agissant indépendamment de lui, contribuant à la destruction de l'ordre ancien – le mouvement des campagnes et des nationalités – qui permirent la victoire d'Octobre et son enracinement.

Majoritaires au 2<sup>e</sup> Congrès des Soviets, les bolcheviks auraient pu proclamer le pouvoir des Soviets, et aussi s'en emparer selon les principes de la démocratie représentative : Lénine ne l'a pas voulu. Non seulement il obtint qu'une insurrection mît le 2<sup>e</sup> Congrès devant un fait accompli, le « coup d'État » selon Malaparte, mais, l'insurrection une fois déclenchée, il fit proclamer la déchéance du gouvernement provisoire non par le Congrès pan-russe des Soviets, pas même par le Soviet de Petrograd, mais bien par le PVRK, le comité de défense de la capitale, dans une déclaration qui fut de son fait à lui Lénine, et à lui seul. Le fait important, jamais relevé, est que cet appel dessaisissait à la fois le Soviet de Petrograd et le Congrès des Soviets de tout droit de paternité à l'égard de l'acte fondateur. Techniquement, ce petit coup d'État à la dérobée permettait à Lénine de prévenir toute éventualité, tout « risque » d'un gouvernement constitué par une instance favorable, non à un pouvoir purement bolchevik, mais à un pouvoir intersocialiste. Surtout, ce coup d'État dessaisissait la démocratie des soviets de toute prétention à la légitimité.

On comprend que Trotski, président du Soviet de Petrograd ainsi dessaisi, ait fait à peine allusion à ce texte dans son *Histoire de la Révolution*. (...) De son côté, absorbée à vouloir démontrer, contre toute évidence, que la révolution d'Octobre fut accomplie par une minorité, la vulgate occidentale ignore, elle aussi, ce coup d'État de Lénine.

Le 2<sup>e</sup> Congrès proclamait le pouvoir des soviets ; bientôt, il instituait un Soviet des Commissaires du peuple, le gouvernement qui proclamait incontinent un décret sur la paix, un décret sur la terre, etc. Puis, trois mois plus tard, ce Congrès enjoignait à l'assemblée constituante de se soumettre ; et, réuni au même moment, le 3<sup>e</sup> Congrès proclamait sa déchéance, et l'institution de la république soviétique (28 janvier 1918). Ultérieurement, la constitution réaffirma le pouvoir des soviets, qui, d'organes de la lutte révolutionnaire,

devenaient « la source et les détenteurs du nouveau pouvoir d'État ». Il y était dit que les soviets de députés devenaient des « organes de gouvernement tout-puissants qui décident de tout ».

Mais, en réalité, indépendamment des textes, le pouvoir réel appartenait, parmi toutes les instances « soviétiques », à celle que la tendance Lénine contrôlait le mieux : le Comité militaire révolutionnaire, bien tenu par Sverdlov ; le Sovnarkom, gouvernement de fait avec Trotski ; alors que la véritable instance exécutive des soviets, c'est-à-dire le Comité exécutif ou Tsik, n'arrivait qu'en troisième position : bourrée de SR de gauche et, de plus, présidée par Kamenev, elle était nécessairement moins sûre, parce que plus démocratiquement représentative.

Parallèlement, un deuxième dessaisissement atteignit, en tant que source et organes tout-puissants, les soviets de base, ou soviets locaux qui déléguaient des élus au Congrès des Soviets ; ils perdaient, à peine nés, leur toute-puissance. Dès le 29 décembre 1917, une Instruction limitait la souveraineté, même locale, des soviets locaux.

1. Les soviets de députés ouvriers, soldats, paysans et batraks (ouvriers agricoles) constituent les organes de pouvoir local, pleinement souverains sur les problèmes de caractère local, *mais* agissant toujours en rapport avec les décrets et décisions du pouvoir central ou des instances supérieures des Soviets (*d'uezd* (district), de gouvernement, etc.). 2. En tant qu'organes de pouvoir, les Soviets mettent en pratique *toutes* les décisions du pouvoir central et prennent des mesures pour informer le plus largement possible de ces décisions toute la population ; ils édictent des *décrets d'application*, procèdent aux réquisitions et confiscations, mettent des amendes, ferment les journaux contre-révolutionnaires, en arrêtent les responsables et dissolvent les organisations qui en appellent à la résistance ou au renversement du pouvoir des Soviets.

À ce dessaisissement de la base s'ajoutait, dès 1917, un premier dessaisissement par en haut. Par le décret du 30 octobre, malgré les protestations des SR de gauche, le Soviet des Commissaires du peuple s'était attribué « des pouvoirs législatifs jusqu'à l'assemblée constituante (...). Ses décrets pourraient être différés, modifiés ou annulés par le Tsik ».

Un troisième dessaisissement, par en haut également, consacra la déchéance de l'institution « suprême », le Congrès des Soviets, dont les sessions étaient espacées et réduites à quelques séances. Ce fut leur organe permanent, le Tsik, qui vit ses pouvoirs châtrés par l'apparition d'un *præsidium*, qui allait désormais présider à son existence, à la limitation de ses fonctions, déjà bien entamées au bénéfice du Sovnarkom. Ce fut Kamenev qui, au 7<sup>e</sup> Congrès, en fit la proposition.

Tandis que les Soviets de députés dépérissaient au profit des instances gouvernementales et du parti lui-même, un autre processus de dégénérescence se développait, simultanément, au détriment des institutions sociales, en particulier des institutions ouvrières de base, les comités d'usine. Ceux-ci allaient perdre peu à peu leurs fonctions et voir réduite l'aire de leur compétence, par la disparition, notamment, des instances fédérales qu'ils avaient instituées, de leurs milices armées, etc. Les agents initiaux de ce dépérissement furent les syndicats auxquels les partis socialistes s'associèrent : tous les partis socialistes, et pas seulement les bolcheviks. Par la suite, les syndicats devaient, à leur tour, être les victimes du dispositif qu'ils avaient mis en place avec l'accord des partis pour faire disparaître le mouvement des comités d'usine.

Passés maîtres des syndicats dès le début d'octobre (sauf dans les chemins de fer et les postes), les bolcheviks jouèrent alors un rôle d'arbitre entre syndicats et comités. Ils déclarèrent que, dans l'usine, « le comité devait contrôler, pas décider ». Pour ménager le Soviet des comités d'usine, ils déclarèrent également que l'instance fédérale des comités devait « avoir un droit général de contrôle » : ainsi, ils reconnaissaient à la fois l'existence et la légitimité de cette instance. Toutefois, en attribuant aux syndicats, *et à eux seuls*, le droit de déclencher des grèves, ils manifestaient, pour l'essentiel, leur ralliement à la position des syndicats.

Majoritaires dans les deux institutions, les bolcheviks jouent les intercesseurs. Ils reconnaissent un rôle aux instances fédérales des comités d'usine, mais jugent utopique la volonté autogestionnaire de quelques-uns d'entre eux. Ainsi, ils se concilient les dirigeants du mouvement des comités d'usine ralliés à la formule du contrôle ouvrier, qui reste à définir dans le cadre de l'usine, mais qui assure au mouvement sa place auprès des syndicats et des soviets de députés qui, demain, nationaliseront les entreprises. Il est même proposé à l'organisation des comités d'usine de fusionner avec les syndicats. (...) Au nom de l'unité d'action, de l'unité « ouvrière », les comités acceptèrent sans trop de mauvaise grâce (les anarchistes mis à part) cette subordination au mouvement syndical, puisque les dirigeants du mouvement se trouvaient associés pour créer cette institution nouvelle, le Soviet du contrôle ouvrier.

Sitôt après la prise du pouvoir, le parti bolchevik rédigea le décret sur le « contrôle ouvrier ». Le texte sonnait le glas tout à la fois du patron traditionnel et des comités d'usine.

1. Dans l'intérêt d'une organisation systématique de l'économie nationale, le contrôle ouvrier sur la production, sur l'achat et la vente des produits finis et des matières premières, sur leur stockage, sur la gestion financière de l'entreprise, est introduit dans toutes les entreprises coopératives ainsi que dans les autres entreprises qui emploient des travailleurs salariés ou utilisant le travail domestique. 2. Le contrôle ouvrier est exercé par tous les ouvriers d'une entreprise donnée, au travers de leurs organisations élues, telles que comités d'usine, conseil des anciens, etc. Des représentants des employés et du personnel technique font également partie de ces comités. 3. Un Conseil du contrôle ouvrier doit s'établir dans chaque grande ville, province ou région industrielle. Ce Conseil, qui est un organe du Soviet des députés ouvriers, soldats et paysans, est composé de représentants des syndicats, comités d'usine et autres comités ou coopératives ouvrières. (...) 6. Les organes de contrôle ouvrier ont le droit de contrôler toute la correspondance d'affaires d'une entreprise. Les propriétaires d'une entreprise sont légalement responsables de toute la correspondance tenue secrète. Le secret commercial est aboli. Les propriétaires de l'entreprise doivent montrer leurs livres de comptes au contrôle ouvrier, ainsi que leur bilan des années passées et pour l'année en cours. (...) Lénine, Président du Soviet des Commissaires du peuple.

Ce décret ne reçut pas de réelle application, puisque le Conseil ne fut jamais réuni. Il n'en est pas moins révélateur des conceptions des nouveaux dirigeants, définissant bien le type de relations que le nouvel État noue avec la classe ouvrière au nom de laquelle il s'exprime.

L'article 1 et l'article 14, en tête et en fin de décret, déclarent que le passé est aboli, que l'ouvrier contrôle l'usine. Les articles intermédiaires, lus dans l'ordre, dissipent cette affirmation. Dès l'article 3, le législateur procède à la première opération bureaucratique : le Conseil du contrôle ouvrier n'est plus qu'une partie du Soviet des députés. À l'article 4, deuxième opération : il est précisé que dix de ses membres sont des représentants du Soviet

des députés, les délégués des syndicats constituant une autre fraction. Les délégués des comités d'usine sont milités à un total de cinq fixé d'avance, alors que le nombre des représentants des syndicats reste indéfini, et dépend de la décision du Bureau dirigeant.

Troisième dessaisissement bureaucratique, leurs propres décisions (aux comités d'usine) dépendant de l'instance suprême qui, de fait, va peu à peu se substituer au patron, l'intégrer en son sein. Le contrôle ouvrier devient ainsi peu à peu le contrôle de l'État, dit ouvrier, sur les ouvriers, et non l'inverse. (à noter, vso).

Pourtant, les ouvriers n'eurent pas ce sentiment, ni même les dirigeants des organisations ouvrières, quelques syndicalistes et anarchistes mis à part. Pour la grande majorité des travailleurs, le dessaisissement de l'ancien patron était le fait principal, la priser en charge de l'usine par des instances « ouvrières » en était le corollaire. L'arbre ne pouvait pas cacher la forêt. La guerre civile qui commençait donnait plus de poids à cette vision des choses. Défendre le décret était un devoir d'autant plus évident que pour autant que les instances supérieures du Conseil ouvrier n'étaient pas encore en place, les travailleurs n'en avaient que plus le sentiment que désormais l'usine appartenait bien aux ouvriers par l'organe des comités et commissions élus depuis Février.

Gestionnaires d'une économie en ruines, les comités d'usine étaient paralysés. Les ouvriers avaient au moins leur paye garantie, mais la deuxième inflation née à l'automne en réduisait le pouvoir d'achat à peu de chose. Aussi, établissant un nouveau mode de rationnement, les Commissaires du peuple donnèrent à manger aux ouvriers plutôt qu'aux fonctionnaires et aux bourgeois. Cela ne suffit pas à les mettre au travail : fatigués avant l'âge par une dure condition, les ouvriers étaient épuisés. Tenant alors le langage d'un technocrate, Tomski, Président des syndicats, observa que « la productivité du travail atteignit des proportions catastrophiques ». Le leader bolchevik ajoutait : « L'ouvrier produit moins qu'il ne reçoit en salaire (...) Il devient une sorte de pensionnaire de l'État, un parasite qui vit aux dépens de la société » (25 mai 1918).

Transformée en procureurs, l'avant-garde des défenseurs de la classe ouvrière – le parti des travailleurs – exigeait des mesures contre les travailleurs moins de trois mois après s'être installée au pouvoir en leur nom.

L'attaque contre les comités vint des syndicats bolchevisés. Pour pouvoir prétendre à la gestion de l'économie, ils devaient préalablement étouffer toute initiative de la base ouvrière. Dès le 27 janvier 1918, le Premier Congrès des syndicats s'efforçait de vider l'activité des comités de toute possibilité de participer à la gestion des entreprises. Ils s'exprimaient au nom de l'intérêt des ouvriers et sous le drapeau du contrôle ouvrier. (...) L'article 5 poursuit le travail de l'article 4 en glorifiant encore plus afin de mieux assujettir : « Pour que le contrôle ouvrier puisse apporter le maximum d'avantages au prolétariat, il est nécessaire de rejeter une fois pour toutes toute idée d'éparpiller ce contrôle en donnant (sic) aux ouvriers des entreprises le droit de prendre des décisions ayant valeur opératoire sur des questions qui affectent la vie même de leur entreprise. »

Toute la motion syndicale avait ainsi pour objet de faire glisser le pouvoir des comités vers l'instance syndicale. (...) Le texte fut voté par les bolcheviks, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. (...) Lozovski, le bolchevik délégué aux questions syndicales, ajoutait qu'au cas « où le patriotisme d'usine irait contre l'intérêt général, nous n'hésiterions

pas à prendre toute mesure pour mettre fin à cette situation et à ces tendances dommageables aux travailleurs ».

La constitution d'un Soviet de l'Économie nationale, parallèle aux premières mesures de nationalisation, marque le début d'un phénomène de capture bureaucratique des instances ouvrières destiné à absorber les comités d'usine d'abord, au travers d'une bureaucratisation de ceux-ci par les syndicats, puis de l'absorption des syndicats par les instances bureaucratiques des ministères.

L'arbre ne doit pas cacher la forêt : nous donnons ici un texte qui témoigne de l'action du pouvoir et des travailleurs *associés* pour expulser l'ancienne direction. Grâce à cette commission de contrôle, les travailleurs avaient le sentiment qu'une ère nouvelle avait commencé.

Au lendemain de l'insurrection d'Octobre, quand le problème de la défense armée du régime se posa en termes d'urgence, plusieurs solutions se proposèrent. Ou bien utiliser les structures de la vieille armée en voie de démobilisation, et ne garder que les soldats volontaires ; ou bien constituer, à l'arrière, une force armée d'un type nouveau : cette garde socialiste, qui utiliserait des volontaires civils ou militaires ; ou bien encore élargir la Garde Rouge, comme le proposait Trifonov, pour en faire la matrice d'une future armée de citoyens. Contre Krylenko, partisan de la première solution, ce fut Podvoiski, partisan de la seconde, qui l'emporta. Grande était la méfiance envers l'ancienne armée, et réel l'enthousiasme à l'idée de créer une force révolutionnaire socialiste d'un genre nouveau.

Les Gardes qui voulaient se battre purent servir le nouveau régime en se voyant proposer d'entrer dans l'Armée Rouge en formation. (...) La Garde Rouge survécut encore quelque temps ; mais le nouveau régime mit autant de zèle à dissoudre l'institution qu'avant Octobre le parti avait mis d'ardeur à la faire naître.

La disparition du contrôle ouvrier et pas seulement l'exclusion des ouvriers de toute participation à la gestion, apparaît dans un changement de temps qui surgit brutalement dans une motion du 2<sup>e</sup> Congrès de l'Économie nationale en 1919 : le contrôle ouvrier est un phénomène dont la vie est écrite au passé, « arme puissante entre les mains des organisations ouvrières ». (...) Dans leur motion du 23 janvier 1919, ils (les syndicats) commencent par s'aligner sur le texte gouvernemental en mettant eux aussi au passé le principe et l'action du contrôle ouvrier. (...) La neutralité » des syndicats était toujours considérée comme une conception « bourgeoise » et sur ce point Zinoviev (...) en déduisait que pour autant que le nouveau régime était l'expression de la classe ouvrière, les syndicats devaient être subordonnés au gouvernement.

Conflit à deux niveaux, qui scindait les bolcheviks eux-mêmes. Radek, par exemple, s'inquiétant des « excès de la centralisation » (dès avril 1918), se ralliant pour satisfaire la base à la « généralisation des nationalisations », mais concédant à Lénine, contre Osinski et les communistes de gauche, qu'il fallait à l'usine une « direction unique ». Faisant écho à ce malaise, les anrcho-syndicalistes vilipendaient la politique gouvernementale qui trahissait « la classe ouvrière en supprimant le contrôle ouvrier pour lui substituer la direction unique de l'entreprise, abandonnant les comités d'usine, enfants chéris de la révolution, pour le syndicat qui édictait décrets et sanctions en guise de démocratie dans l'industrie ».

Les propositions de Trotski, concernant la militarisation des syndicats, avaient suscité un tel mouvement d'effroi, d'hostilité généralisée parmi la plupart des dirigeants du parti, que se développa en force, pour la défense de l'autonomie des syndicats, ce qu'on appela l'« opposition ouvrière », composée d'anciens communistes de gauche et de néos, tels Chliapnikov et Kollontai, inquiets du progrès de la bureaucratisation du contrôle étatique, de la disparition des projets proprement ouvriers. Réveil tardif, qui fut sans effet autre que d'alerter les révolutionnaires de l'étranger de la dégénérescence de la démocratie ouvrière au pays des soviets.

La réaction des « centralistes » (qui date du moment tragique où une offensive blanche menaçait jusqu'à l'existence même du régime) s'exprima à la 8<sup>e</sup> Conférence du parti dans les organisations autres que le parti et notamment les syndicats, - ils devaient se constituer en « fractions », obéissant *directement* au parti, et, par conséquent, « être d'abord des communistes, ensuite des membres du syndicat ». Grâce à cette disposition la direction du parti s'assurerait le contrôle complet des autres institutions : en l'occurrence la mesure visait les syndicalistes et les syndicats, communistes, certes, qui avaient gardé vis-à-vis du parti une relative indépendance. Les statuts furent votés le 4 décembre 1919.

60. Dans tous les congrès, conférences, institutions et organisations autres que ceux du Parti (soviets, comités exécutifs, syndicats, communes, etc.) où il y a au moins 3 membres du Parti, doivent s'organiser des fractions dont la tâche est de renforcer sous tous les aspects l'influence du Parti, d'en appliquer la politique dans les milieux extérieurs et d'assurer le contrôle du Parti sur l'activité de toutes les institutions et organisations ci-dessus indiquées. (...) 62. Les fractions, quelle que soit leur importance, sont entièrement subordonnées au Parti. Pour toutes les questions tranchées par une décision réglementaire de l'organisation du Parti compétente, les fractions ont l'obligation de s'en tenir rigoureusement et inflexiblement à ces décisions. Le comité (du Parti) a le droit d'introduire dans la composition de la fraction et d'en retirer n'importe quel membre du Parti en informant obligatoirement la fraction des raisons de cette mesure. (...) 66. Tous les membres d'une fraction, au cours de l'assemblée générale de l'organisation extérieure au Parti où est débattue une question tranchée préalablement par cette fraction, sont tenus de voter de façon unanime. Ceux qui manqueraient à ce principe s'exposent aux mesures disciplinaires selon les règlements habituels. (Les statuts ont été adoptés à l'unanimité).

Le coup de grâce viendra trois ans plus tard, le 2 avril 1922. Après avoir été contrôlé du dedans pour ses activités au sommet de l'État, le syndicat était éliminé, à la base, de toute ingérence dans la direction des entreprises. Voici des extraits de la résolution du 11<sup>e</sup> Congrès du parti communiste de l'URSS, datée du 2 avril 1922 :

L'intérêt primordial et fondamental du prolétariat, après la conquête du pouvoir d'État, réside dans l'augmentation de la production et dans l'accroissement considérable des forces productives. Ce but, nettement mis en avant dans le programme du Parti communiste russe, est encore plus urgent dans l'état actuel de dévastation, de famine et de désorganisation d'après-guerre. (...) la direction de l'entreprise doit garder le maximum de liberté de manœuvre, vérifier soigneusement la réalité des résultats dans l'accroissement de la production, de sa rentabilité en sélectionnant scrupuleusement les administrateurs les plus capables et les plus expérimentés, etc.

Toute ingérence des syndicats dans la direction de l'entreprise doit donc être considérée absolument comme néfaste et inadmissible. Cependant il serait tout à fait erroné

d'interpréter ce principe indiscutable comme la négation de la participation des syndicats dans l'organisation socialiste de l'industrie et dans la gestion de l'industrie nationale.

La plupart des institutions sociales nées avant et depuis 1917 ont été ainsi détruites, absorbées ou dénaturées, le parti communiste devenu l'unique institution dirigeante. (...) Toutefois, les membres de ces syndicats voyaient leur responsabilité se développer : participation à l'élaboration des plans de production, à leur exécution, etc. ce qui contribuait à rallier cet immense appareil à son nouveau statut.

## Chapitre 6

---

### Les voies et les sources du totalitarisme

En vérité, les différentes manifestations du phénomène bureaucratique (mainmise du Bureau de l'institution sur l'institution elle-même, colonisation d'une autre institution par le contrôle de son Bureau, représentation fictive, etc.) ont été plus ou moins le fait de tous les partis, socialistes ou pas, mais aussi une tentation des syndicats. (...) Le moins qu'on puisse dire est qu'indépendamment de la pratique bolchevik, les usages rigoureusement démocratiques (élections régulières, permutation des fonctions, etc.) n'ont été que brièvement respectés, qu'il s'agisse de démocratie représentative ou de démocratie directe.

En 1917, et ultérieurement, l'absolutisme politique, qui aboutit à cette liquidation des organisations politiques rivales définies comme *bourgeoises* ou *contre-révolutionnaires*, n'a pas été nécessairement une pratique instituée unilatéralement par le parti, par sa direction, comme on l'a vu à Saratov et comme en témoigne le rapport Gurvitch. Elle va à la rencontre d'un comportement populaire qui ignore le pluralisme, en conteste la légitimité, et pratique très spontanément la violence : d'un côté il y a les nôtres ; en face il y a les autres, nécessairement forces du Mal puisque la révolution a fait triompher le Juste Droit. (...) point besoin des ordres bolcheviks pour que la violence populaire prenne la relève de la violence instituée qui la précédait, et cela dès avant octobre 1917.

« Quand nous aurons pris le pouvoir, nous ne le lâcherons plus », répétait Lénine avant Octobre. Il exclut ainsi toute alternance avec d'autres formations politiques mais il exclut aussi tout partage réel du pouvoir. (...) Aux trois ou quatre bouts de phrase de Lénine exprimant un doute ou un regret sur ces conceptions ou pratiques, les thuriféraires, notamment les trotskistes, ont su faire une très large publicité.

Pendant la révolution de 1917, le centralisme démocratique n'est qu'une illusion bien que, de l'extérieur, le parti bolchévik apparaisse discipliné si on le compare aux autres formations politiques : en fait, Comité de la capitale, organisation militaire, groupe bolchevik au Tsik, Comité central, sont autant d'instances qui, en juillet comme en octobre, agissent à leur guise. Rabinovitch l'a bien montré. Au moins agissent-elles dans le même sens, ce qui n'est le cas ni des anarchistes (qui ont leurs pacifistes et leurs partisans de la guerre à outrance), ni des SR (qui sont à la fois dans le gouvernement et dans l'opposition), ni des mencheviks, ni d'autres encore. De là naît cette impression de discipline que laisse le parti bolchevik. Comme sa raison d'être est le centralisme démocratique, il cache ses dissensions et notamment celles qui divisent les dirigeants entre eux (bof, bof, vso).

Ces dissensions portent précisément sur la pratique de la démocratie et elles opposent essentiellement Lénine d'un côté, Kamenev de l'autre. Le plus souvent, avant comme après

Octobre, Lénine est soutenu par Sverdlov, par Boukharine ; Kamenev est soutenu par Zinoviev, Tykov, Riazanov et, le plus souvent par Staline lorsque la purge à l'intérieur du parti devient le corollaire d'un supplément d'absolutisme à l'extérieur. Trotski, favorable en Octobre à un gouvernement pansocialiste, issu des soviets, s'abstient de trop prendre position quand le parti est divisé ; il aimerait jouer les rassembleurs.

Ce conflit a précédé la prise du pouvoir, il devient d'autant plus grave que le parti monopolise ce pouvoir. Le 1<sup>er</sup> juillet 1917, le comité de la capitale votait, au grand dam du Comité central, son droit de disposer de son propre organe, jugeant la *Pravda* trop temporisatrice. (...) Avec Octobre, la suprématie du Comité central se réaffirme ; désormais, seule la Tchéka pourra, mais bien plus tard, jouer dans le parti le rôle d'un pouvoir parallèle. Quant aux divisions au sein des organes dirigeants, elles ne seront guère plus tolérées qu'en paroles, et provisoirement. Dès le 7 mars 1918, maintenant que, avec la conquête du pouvoir d'État, le pouvoir des organismes directeurs s'est renforcé ; la Conférence du parti condamne les communistes de gauche (Boukharine, Radek, etc.) hostiles à Brest-Litovsk et à la politique ouvrière du parti, *et les met en demeure de renoncer à leur existence en tant qu'organisation indépendante*. *Kommunist* dut interrompre sa publication et les organisations du groupe durent se réfugier à Moscou.

Ainsi, le droit de s'organiser pour exprimer une opinion opposée à celle du Comité central a été mis en cause dès mars 1918, mais le droit reconnu à cette opinion de s'exprimer réaffirmé en 1919, puis celui de constituer une tendance ou fraction, définitivement condamné en 1921. Par ailleurs, les nominations bureaucratiques aux postes de responsabilité (du parti, pas seulement de l'État) se généralisent en 1918. De sorte que continuer à dater la dégénérescence de la démocratie dans le parti de l'époque dite stalinienne relève de la mystification ou de l'hagiographie.

Le projet explicite d'une société où l'homme soviétique prend le relais de la société d'ancien régime implique la dégénérescence ou l'inéluctable disparition d'institutions liées au statut des individus d'avant Octobre. Ainsi, organisations religieuses ou nationales, organisations de femmes ou syndicats ne sauraient avoir les mêmes fonctions dès lors qu'est censée s'instaurer la *dictature du prolétariat*. Sans contester le principe de cette mise en cause du pluralisme institutionnel, il est des bolcheviks qui jugent ce processus abusif : par exemple l'« opposition ouvrière », un certain nombre de bolcheviks des nationalités, etc.

Le contenu implicite de ce projet se trouve être l'accroissement des fonctions du parti, qui cesse d'être ainsi un parti *politique* au sens ancien et traditionnel, pour voir sa compétence s'appliquer au champ économique, culturel, familial, sexuel, etc., bref, à tous les champs de la vie.

Pendant la toute première période du nouveau régime, l'écart culturel et la différence d'âge entre les dirigeants bolcheviks et l'ensemble des apparatchiks d'origine populaire garantissent provisoirement aux organes dirigeants un ascendant incontesté. (...) Mais, peu à peu, on assiste à une évaporation des bolcheviks d'origine. Non seulement il en est qui quittent le parti – ces bolcheviks d'origine étaient 24 000 en 1917, 12 000 en 1922, 8 000 en 1927 -, mais leur nombre décroît aussi relativement à l'irruption de la masse considérable de nouveaux membres, soit *apparatchiks* ralliés, soit nouveaux militants.

La plébéinisation du pouvoir se double ainsi d'une ruralisation. Ce phénomène s'accompagne d'une russification pour autant que si, à la base, les allogènes affluent, au

sommet, les couches 1 et 2 ont peu à peu expulsé les non-Russes de la tête de l'appareil d'État.

De ces transformations, dont on examine plus loin les effets fondamentaux pour comprendre le destin de la société soviétique, nous donnons d'abord témoignage par un texte fameux de Trotski (Cours nouveau, fin 1923 ; vso) qui établit un lien entre la structure sociale du pouvoir et la bureaucratisation du régime, sans pour autant analyser la nature de ce lien, ni son fonctionnement.

L'hétérogénéité de la composition sociale de notre parti reflète les contradictions objectives du développement de la révolution avec les tendances et dangers qui en découlent : - les cellules d'usine qui assurent la liaison du parti avec la classe essentielle de la révolution représentent maintenant un sixième de l'effectif du parti. (...) Par leur composition de classe, les cellules d'usine sont, il va de soi, fondamentales. Mais comme elles constituent un sixième seulement du parti et que leurs éléments les plus actifs leur sont enlevés pour être affectés à l'appareil du parti ou de l'État, le parti ne peut malheureusement pas encore s'appuyer uniquement ou principalement sur elles.

Mais il n'est guère possible d'espérer leur accroissement dans un proche avenir. Par suite, le parti sera obligé, dans la période qui vient, d'assurer son équilibre intérieur et sa ligne révolutionnaire en s'appuyant sur des cellules à composition sociale hétérogène. Les tendances contre-révolutionnaires peuvent trouver un appui chez les koulaks, les intermédiaires, les revendeurs, les concessionnaires, en un mot parmi des éléments beaucoup plus capables d'investir l'appareil de l'État que le parti lui-même. (...) Néanmoins, la différenciation de la paysannerie représente un facteur capable de contrecarrer cette influence. La non-admission des koulaks dans l'armée ( y compris les divisions territoriales) doit non seulement rester une règle intangible mais encore devenir un facteur essentiel de l'éducation politique de la jeunesse rurale, des unités militaires et surtout des cellules militaires. (...) Le succès dépendra évidemment, en fin de compte, de la mesure dans laquelle l'industrie étatique réussira à satisfaire les besoins de la campagne.

L'appareil d'État est la source la plus importante du bureaucratisme. D'une part, il absorbe une quantité énorme des éléments les plus actifs du parti et apprend aux plus capables d'entre eux les méthodes d'administration des hommes et des choses, mais non la direction politique des masses. D'autre part, il accapare dans une large mesure l'attention de l'appareil du parti, qu'il influence par ses méthodes d'administration. De là, dans une large mesure, la bureaucratisation de l'appareil, laquelle menace de détacher le parti des masses. C'est ce danger précisément qui est maintenant le plus évident, le plus direct. La lutte contre les autres dangers doit, dans les conditions actuelles, commencer par la lutte contre le bureaucratisme.

Trotski rejette ensuite tout amalgame entre l'esprit des bureaux et le bureaucratisme qui règne en URSS. Il en esquisse une analyse de classe, mais n'imagine pas un instant que les règles de fonctionnement du parti, des organisations qu'il contrôle, sont à la source (à discuter quand même, est-ce une « source », vso) même du phénomène qu'il dénonce.

Il est indigne d'un marxiste de considérer que le bureaucratisme n'est que l'ensemble des mauvaises habitudes des employés du bureau. Le bureaucratisme est un phénomène social en tant que système déterminé d'administration, des hommes et des choses. Il a pour causes profondes l'hétérogénéité de la société, la différence des intérêts quotidiens et fondamentaux des différents groupes de la population. le bureaucratisme se combine du fait

du manque de culture. Chez nous, la source essentielle du bureaucratisme réside dans la nécessité de créer et de soutenir un appareil d'État alliant les intérêts du prolétariat et ceux de la paysannerie dans une harmonie économique parfaite dont nous sommes encore très loin. La nécessité d'entretenir une armée permanente est également une autre source importante de bureaucratisme.

L'instrument historique le plus important pour l'accomplissement de toutes ces tâches est le parti. Évidemment, le parti ne peut s'arracher aux conditions sociales et culturelles du pays. Mais par l'organisation volontaire de l'avant-garde, des éléments les meilleurs (problème ! vso), les plus actifs, les plus conscients de la classe ouvrière, il peut beaucoup plus que l'appareil d'État se préserver contre les tendances du bureaucratisme. Pour cela, il doit voir clairement le danger et le combattre sans relâche. De là l'importance immense de l'éducation de la jeunesse du parti, fondée sur l'initiative personnelle, si l'on veut réussir à modifier le fonctionnement de l'appareil d'État et à le transformer.

Ce texte confirme une de nos hypothèses d'ensemble, sur la nature des changements sociaux à l'intérieur de l'appareil d'État. Il date de 1926 et suit de trois ans le texte de Trotski :

On a vu une augmentation extraordinaire du nombre d'ouvriers communistes : il y en avait 80 000 en janvier 1924, 302 000 en janvier 1925, 409 000 en janvier 1926, à peu près 433 000 en juillet 1926. En deux ans et demi, le parti a grandi son noyau prolétaire de 350 000 membres, soit de plus de cinq fois.

L'absence d'une saine démocratie dans les syndicats tout comme la non-participation des travailleurs à la vie des entreprises expliquent, selon ce rapport, le détachement des ouvriers les plus éduqués pour le parti. L'irruption de paysans ajoute à ce déséquilibre. En témoigne cet autre extrait du même rapport, où il apparaît clairement que la part relative des ouvriers dans le parti, toutes qualifications réunies, diminue nettement.

Les groupes 1 et 2, on l'a vu, accomplissaient une révolution sociale et politique mais n'étaient pas animés par un idéal socialiste particulier. Permanents, gardes ou militants de fraîche date, ils gardent leur mentalité d'origine, ils n'ont guère entendu parler de Marx, de Freud ou de la déclaration des Droits de l'homme. On a vu les formes de leur pratique politique. leur montée dans l'appareil d'État explique également que l'extension des champs de l'absolutisme ait abouti à une lente substitution des valeurs traditionnelles aux valeurs révolutionnaires, notamment dans le domaine de la famille, où le phénomène apparaît clairement : libération sexuelle et libéralisation des formes de mariage jusqu'en 1926, tant que le groupe 4, des dirigeants bolcheviks, est en place ; lent retournement vers le traditionalisme, émanant des profondeurs dès la fin des années 1920, atteignant la politique de l'État avec les lois de 1936.

On observe le même phénomène dans l'art. Les besoins populaires vont vers un accès aux formes classiques, académiques, pas vers un art d'avant-garde. Celui-ci peut néanmoins s'épanouir durant les premières années du régime, protégé en quelque sorte par l'écart culturel qui assure à ses chantres bolcheviks historiques une autorité sans partage, et en l'occurrence peu importe que Lénine ou Staline aient des goûts plus traditionnels que Lunatcharski ou Trotski. Mais avec la transformation de la structure sociale du pouvoir qui accompagne l'extension du champ d'activité et de contrôle de ce pouvoir, l'avant-gardisme n'est plus toléré par la masse des nouveaux dirigeants : faut-il rappeler que ni les films d'Eisenstein ni les architectures de Melnikov ne plaisent aux milieux populaires, d'où l'appareil d'État est de

plus en plus issu (important, vso). Le réalisme socialiste devient la forme spécifique de son expression esthétique.

Ce phénomène apparu dans les domaines de la politique, de la famille, de l'art, explique aussi bien la remontée de l'antisémitisme et du racisme dès la fin des années 1920 : à mesure que le temps passe, depuis 1917, les manifestations antisémites, par exemple, sont de moins en moins condamnées par le parti, par les institutions.